

Le Crédit Agricole dans ses rapports avec la Coopération

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le 29 novembre 1935, à 14 heures.

PAR

Constantin C. ALIMANESTIANU

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. B. NOGARO, Professeur.

Suffragants : MM. C. PERREAU, Professeur.

ROGER PICARD, Professeur.

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, GALERIE BEAUJOLAIS, PALAIS-ROYAL (1^{er})

—
1935

Le Crédit Agricole
dans ses rapports avec la
Coopération

***La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.***

Le Crédit Agricole dans ses rapports avec la Coopération

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le 29 novembre 1935, à 14 heures.

PAR

Constantin C. ALIMANESTIANU

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. B. NOGARO, Professeur.

Suffragants : MM. C. PERREAU, Professeur.

ROGER PICARD, Professeur.

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, GALERIE BEAUJOLAIS, PALAIS-ROYAL (1^{er})

1935



A MES CHERS PARENTS

INTRODUCTION

L'Agriculture mondiale traverse à l'heure actuelle une crise qui, par son ampleur et son acuité, est sans précédent. Certes, cette crise n'est qu'un aspect de celle qui atteint, à tous les degrés et à tous les stades, la production internationale et nationale.

Mais le monde paysan prétend que cet « état déficient » de l'économie générale est dû en réalité à l'effondrement brutal de la branche productive la plus importante entre toutes : la branche agricole.

Les premiers symptômes de crises apparaîtraient ainsi, selon cette opinion, parmi les travailleurs des champs ou les bénéficiaires des revenus des exploitations rurales. Mais comme ce corps social est un de ceux qui résistent le mieux à l'adversité, en se repliant sur lui-même au point que les économistes de l'école socialiste ont pu dire du paysan « qu'il s'exploitait lui-même », l'état larvé du déséquilibre de l'économie rurale ne peut se déceler immédiatement. Autrement rapide est le développement de la « maladie » dans l'industrie et le commerce, et c'est presque toujours seulement quand ces deux compariments ont déjà accompli une partie de leur évolution de crise que se dévoile celle dont souffre l'agriculture elle-même. Ajouterons-nous que ce point de vue n'est pas celui des gouvernements, et que le législateur accorde sa sollicitude aux agriculteurs pour une autre raison.

S'il ne considère pas, en effet, le paysan comme un

élément de stabilisation de l'ordre économique, en revanche, il voit dans l'habitant de nos campagnes un élément de stabilisation de l'ordre social. Cette tendance n'est d'ailleurs pas particulière à un seul pays, mais elle est générale, et que ce soit en Roumanie, en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie, en Pologne, en Espagne, en France même, l'intervention des pouvoirs publics s'exerce activement pour essayer de « démocratiser » l'agriculture, notamment en favorisant l'accession à la petite propriété exploitée par le propriétaire lui-même vivant sur la terre. Mais ce passage à l'état de propriétaire de gens qui n'avaient peut-être aucune préparation ne s'est pas accompli sans heurts. Des enquêtes menées sur place, notamment en Roumanie, ont révélé que ces nouveaux exploitants n'avaient pas surtout les moyens financiers indispensables pour donner à leur exploitation un caractère satisfaisant, ou, qu'au cas où ils les possédaient, ils ne savaient en tirer profit, achetant trop cher les produits (engrais, machines etc...) dont ils pouvaient avoir besoin, et ne trouvant pas de débouchés, ou seulement des débouchés à « vil prix » pour leurs productions.

Ils ont essayé de corriger cette insuffisance par divers moyens.

L'Etat est intervenu en leur faveur en créant le Crédit Agricole, et eux-mêmes ont développé l'action coopérative, que les Pouvoirs ont aidé également, en étendant aux Coopératives Agricoles l'aide financière dont le Crédit Agricole pouvait disposer.

Ainsi, pour l'une et l'autre des raisons que nous venons d'exposer, il nous est apparu que l'étude des rapports entre le Crédit Agricole et la Coopération Agricole étant une question d'actualité; nous ajouterons même une importante question.

Afin de ne pas trop alourdir le sujet, nous avons voulu nous en tenir à l'examen de ces institutions en France, en retraçant tour à tour l'origine de chacune des deux organisations, leur développement, leur fonctionnement actuel. Car il est toujours vrai que, dans l'étude des phénomènes économiques, « le passé éclaire le présent », et permet de présager l'avenir.

Nous n'avons cependant point cette prétention, et nous considérerons avoir atteint le but que nous nous étions proposé si nous avons pu attirer l'attention sur des formes nouvelles d'organisation collective qui permettent l'union de plusieurs individus. « L'union fait la force » dit le fabuliste. Ne faut-il pas que les individus aient conscience de leur force collective, à l'heure où la tempête économique obscurcit tous les horizons ?

En paraphrasant une idée d'un de nos maîtres économistes français, nous nous demandons « si le désarroi actuel ne vient pas de ce que les anciennes disciplines ne répondent plus aux besoins de l'heure présente, et de ce que nous manquons de nouvelles disciplines, capables de prendre la place de celles qui ne nous satisfont plus. » ¹.

L'idée coopérative, étayée sur les formes de crédit que lui apporte l'Etat, peut constituer pour le monde agricole une de ces disciplines base d'un monde économique meilleur.

(1) M. PIROU, Cours d'Economie Politique, 1932-33.



Dans l'exposé que nous nous proposons de faire, le premier chapitre sera consacré à l'étude de ce que la Coopération doit au Crédit Agricole, ce chapitre étant lui-même divisé en deux parties, l'une traitant de l'aide apportée par le Crédit Agricole à la fondation des coopératives, et l'autre de l'aide apportée par ce même Crédit Agricole durant le fonctionnement des coopératives.

Dans le deuxième chapitre nous verrons ce que le Crédit Agricole doit aux coopératives.

Enfin dans les troisième et quatrième chapitres nous essayerons de faire entrevoir, autant que cela est permis, l'avenir du problème et nous étudierons les problèmes posés par une entente intercoopérative.

CHAPITRE PREMIER

CE QUE LA COOPERATION DOIT AU CREDIT AGRICOLE

I

Fondations des Coopératives.

Quelle que soit leur forme juridique, le capital des coopératives est toujours constitué au moyen de parts souscrites par les sociétaires. Parts des sociétaires qui varient après chaque règlement, intérieur à chaque collectivité. La loi du 30 décembre 1922 a modifié l'article 1^{er} de la loi du 24 juillet 1867, modifié par la loi du 1^{er} août 1893 en décidant que les parts souscrites par les membres de ces sociétés pourront être de 25 fr., quel que soit le montant du capital social à l'époque de la fondation ou par suite d'augmentation. Mais pour parfaire la somme nécessaire aux travaux de premier établissement, elles ont généralement recours à une subvention d'Etat et à un emprunt au Crédit Agricole.

La subvention d'Etat est actuellement fort importante, puisqu'elle se monte généralement au tiers des frais de premier établissement. Par exemple pour les silos à blé, elles ne peuvent être attribuées que pour l'exécution des travaux dont les projets ont été préalablement établis par le service du génie rural, ou

sous son contrôle. Les conditions générales de cette attribution sont fixées par l'arrêté ministériel du 25 juillet 1903 modifié par l'arrêté ministériel du 31 juillet 1934.

Par exemple par l'arrêté du 16 août 1929, en ce qui concerne les caves coopératives de vinifications, le taux de ces subventions est déterminé en tenant compte : d'une part, du nombre moyen d'hectolitres produits par chaque adhérent et, d'autre part, de la proportion de la récolte souscrite par les adhérents, conformément au barème suivant¹ :

Nombre moyen d'hectolitres par adhérent	POURCENTAGE DE LA RÉCOLTE SOUSCRITE PAR RAPPORT A LA RÉCOLTE PRODUITE			
	moins de 30 %	de 30 à 50 %	de 50 à 70 %	plus de 70 %
Taux de la subvention à accorder.				
Plus de 500 . .	1/20	1/20	1/18	1/16
De 300 à 500 .	1/20	1/18	1/16	1/14
De 200 à 300 .	1/18	1/16	1/14	1/12
De 100 à 200 .	1/16	1/14	1/12	1/10
Moins de 100 .	1/14	1/12	1/10	1/8

Quant aux prêts consentis par le Crédit Agricole, ils atteignent souvent le double de la somme totale souscrite par les adhérents.

Le Crédit Agricole diffère du Crédit Foncier par son but économique et par les garanties sur lesquelles il repose. Son but essentiel est de procurer à l'agriculteur les capitaux nécessaires au fonds de roulement pour les dépenses d'exploitation et, dans cer-

(1) Ministère de l'Agriculture. Instructions relatives aux travaux d'équipement rural, p. 42. Paris 1934.

tains cas délimités (acquisition de petites propriétés que l'emprunteur s'engage à cultiver lui-même ou avec sa famille), les capitaux nécessaires aux dépenses de premier établissement.

Sa garantie normale repose sur le capital d'exploitation ou sur la solvabilité personnelle de l'emprunteur, renforcée par la solidarité et, dans certains cas seulement (prêts à long terme) sur une affectation hypothécaire.

Les principes directeurs du crédit agricole, qui ont été inspirés par l'expérience et codifiés par la loi du 5 août 1920, sont « l'autonomie » et la « corrélativité » ¹.

« L'autonomie, cela veut dire qu'à tous les échelons, même au plus élevé, l'administration est confiée par le monde rural lui-même à des hommes qui sont sa fidèle émanation ».

« La « corrélativité », c'est la liaison financière établie entre tous les organismes que traversent les avances pour arriver de leur source jusqu'à l'emprunteur, liaison si étroite qu'on ne peut toucher à un rouage de ce mécanisme financier sans qu'une répercussion atteigne l'agriculteur ».

La loi du 5 août 1920, par l'institution d'organismes superposés, caisses locales, caisses régionales, caisses nationales réalise ce contact étroit des administrateurs avec la clientèle de ces caisses.

Les Administrateurs des caisses locales et régionales étant désignés par l'assemblée générale des membres, c'est donc la population rurale elle-même qui choisit ses hommes; et, quant à la caisse natio-

(1) XXIII^e Congrès National de la Mutualité et de la Coopération agricoles, Toulon, 13-16 juin 1935. — « Le Statut du Crédit Agricole ». Rapporteur : M. M. Palmade, page 15.

nale elle-même, le mode de recrutement de son conseil est tel, dans le cadre de la loi de 1920, que, bien que placée tout en haut du système, elle plonge ses racines dans le monde rural.

Au point de vue financier, le mécanisme institué par la loi du 5 août 1920, repose tout entier sur la corrélativité des avances du Trésor, de la Caisse des Dépôts, de la Caisse Nationale et de celles qui sont consenties aux emprunteurs, avances des caisses régionales et des caisses locales.

La dotation affectée au Crédit Agricole par la loi du 31 mars 1899 est constituée par une avance remboursable de la Banque de France (40 millions) et principalement, par une partie du produit des redevances annuelles que la Banque de France verse au Trésor, en application des lois portant renouvellement de son privilège.

La loi du 19 décembre 1926 (art. 66) a prévu qu'à compter de l'exercice 1927 les redevances dues par la Banque de France au Trésor, en exécution de la loi du 17 septembre 1897 et de la convention du 26 octobre 1917, ainsi que la part des bénéfices de la Banque de France revenant éventuellement à l'Etat, en vertu de la convention additionnelle du 26 juillet 1918, doivent être portées à un compte spécial, ouvert dans les écritures du Trésor, et attribuées pour les cinq sixièmes à la Caisse Nationale de Crédit Agricole. Elle a également prévu que, si le montant des versements annuels faits par la Banque de France dépassait 115 millions, la moitié du surplus serait attribuée au Trésor.

Au 12 avril 1935 le montant de la dotation atteint 1.452 millions.

Les avances du Trésor.

Avances à la Caisse Nationale de Crédit Agricole pour prêts à moyen terme.

Les ressources de la dotation du Crédit Agricole ayant été reconnues insuffisantes pour donner satisfaction aux demandes justifiées d'avances à moyen terme des caisses régionales, le Parlement a mis à la disposition de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, par les lois du 15 juillet 1928 et 30 mars 1931, deux avances de 500 millions chacune. Ces avances ayant été complètement utilisées, un nouveau crédit de 500 millions a été ouvert à la Caisse Nationale de Crédit Agricole par la loi du 20 juillet 1932 pour faciliter l'attribution des prêts à moyen terme. Ces sommes proviennent d'avances de la Caisse des Dépôts et consignations au Trésor sur les fonds de ses comptes propres ou sur ceux des caisses dont elle a la gestion.

« La somme mise à la disposition de la Caisse
« Nationale de Crédit Agricole sur ce crédit, a été
« de 100 millions pour l'année 1932, de 65 millions
« pour l'année 1933, de 60 millions pour l'année
« 1934, de 100 millions pour l'année 1935 (loi du
« 18 avril 1935) » ¹.

Le Parlement a mis, d'autre part à la disposition de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, par la loi du 4 août 1929, une avance de 250 millions destinée à faciliter l'attributions de prêts à long terme. Cette avance ayant été complètement épuisée, un nouveau

(1) Congrès National de la Mutualité et de la Coopération agricoles. Toulon, 13-16 juin 1935. — « Le Statut du Crédit Agricole ». Rapporteur : M. M. Palmade, pag. 4.

crédit de 250 millions lui a été ouvert par la loi du 22 juillet 1932.

Les avances aux Caisses régionales et le réescompte constituent le mécanisme essentiel de l'utilisation des fonds dont nous venons de retracer l'origine.

Les tableaux ci-dessous permettent de rapprocher pour chacune des différentes sources que nous venons d'indiquer (dotation, avances), les sommes engagées dans les diverses formes de crédit (long terme, moyen terme, court terme) et de dégager ainsi les sommes disponibles aux mains de la Caisse Nationale :

**DISPONIBILITES DE LA CAISSE NATIONALE
DE CREDIT AGRICOLE A LA DATE
DU 12 AVRIL 1935**

1) SUR LA DOTATION DU CRÉDIT AGRICOLE

	RÉPARTITION fixée par le décret du 23 sept. 1934	SOMMES affectées à chaque forme de crédit.	SOMMES engagées à la date du 12 avril 1935	SOMMES disponibles à la date du 12 avril 1935
Crédit à court terme	100 millions	100.000.000 »	72.648.000 »	27.352.000 »
Crédit à moyen terme	»	27.123.078,24 ¹	27.123.078 »	»
Crédit indivi- dual à long terme	70 %	933.209.366,66	465.898.399,09	133.004.371,49
Crédit collectif à long terme.	30 %	392.232.585,71	351.200.983,29	41.031.602,42
		1.452.565.030,61	1.251.167.056,70	201.387.973,91

(1) Y compris la somme de 18 millions affectée par la loi du 30 juin 1933, article 171, au crédit individuel à long terme.

2) SUR LES AVANCES ¹

(Nous rappelons que les deux avances de 500 millions instituées par les lois du 15 juillet 1928 et 15 mars 1931 sont épuisées).

Crédit prévu par la loi du 20 juillet

1932	500.000.000
------------	-------------

Sommes engagées au 12 avril 1935 :

pour prêts à moyen terme

ordinaire	208.785.000
-----------------	-------------

pour prêts à moyen terme

spéciaux	11.433.500	220.218.500
----------------	------------	-------------

Disponibilités au 12 avril 1935 279.781.500
dont 40.904.000 francs pour attributions d'avances
nouvelles jusqu'au 31 décembre 1935.

— Sur les crédits ouverts par la loi du 22 juillet 1932, afin de faciliter l'attribution de prêts à long terme.

(Nous rappelons que l'avance de 250 millions instituée par la loi du 4 août 1929 est épuisée).

Crédit prévu par la loi du 22 juillet

1932	250.000.000
------------	-------------

Sommes engagées au 12 avril 1935	142.036.500
---------------------------------------	-------------

Disponibilités au 12 avril 1935 107.963.500
dont 17.227.500 francs pour attribution d'avances
nouvelles jusqu'au 31 décembre 1935.

— Sur les crédits ouverts par la loi du 2 août 1923 relative à l'électrification des campagnes.

(1) Congrès National de la Mutualité et de la Coopération agricoles. Toulon, 13-16 juin 1935. — « Le Statut du Crédit Agricole ». Rapporteur : M. M. Palmade, pag. 5.

Crédit prévu par la loi du 2 août 1923 ..	600.000.000
Sommes engagées au 12 avril 1935	522.528.326

Disponibilités au 12 avril 1935 77.471.674
dont 47.925.500 francs pour paiement des prêts consentis jusqu'au 31 décembre 1935.

Remboursements ¹.

— Remboursements effectués sur la dotation du Crédit Agricole du 1^{er} janvier au 12 avril 1935.

Sur avance pour prêts à court terme	
Sur avances pour prêts à moyen terme	4.446.202,20
Sur avances pour prêts à long terme ordinaire	49.828.811,15
Sur avances pour prêts à long terme spéciaux	31.130.320,76
Sur avances pour prêts collectifs à long terme	30.067.611,97
Total	115.472.946,08

— Remboursements effectués sur la dotation du Crédit Agricole depuis l'origine jusqu'au 12 avril 1935.

Remboursements antérieurs au 1 ^{er} janvier 1935	944.206.076,47
Remboursements du 1 ^{er} janvier au 12 avril 1935	115.472.946,08
Remboursements sur comptes cou-	

(1) XXIII^e Congrès National de la Mutualité et de la Coopération Agricoles. Toulon, 13-16 juin 1935. — « Le Statut du Crédit Agricole ». Rapporteur : M. M. Palmade, pag. 6.

rants pour prêts à court terme à la date du 12 avril 1935	26.285.000 »
--	--------------

Total	1.085.964.022,55
-------------	------------------

— Remboursements sur avances consenties en application des lois suivantes :

Loi du 4 mai 1918 (mise en culture des terres aband.)	92.635.007,35
Loi du 2 août 1923 (électrifica- tion)	56.399.065,56
Loi du 15 juillet 1928 (moyen terme .	297.414.998,40
Loi du 30 mars 1931 (moyen terme .	176.687.468,31
Loi du 20 juillet 1932 (moyen terme)	21.498.888,34
Loi du 4 août 1929 (long terme) ..	62.468.552,82
Loi du 22 juillet 1932 (long terme)	7.532.678,47

Total général des remboursements .	1.800.600.681,80
------------------------------------	------------------

*Situation du rescompte de la Caisse nationale
au 8 février 1935.*

(voir tableau) ¹.

(1) XXIII^e Congrès National de la Mutualité et de la Coopération Agricole, Toulon, 13-16 juin 1935. — « Le statut du Crédit Agricole ». Rapporteur M. M. Palmade, pag. 7.

*Situation du réescompte de la Caisse Nationale
au 8 février 1935.*

	Montant total des effets ou warrants es- comptés au 8 février 1935	Rembourse- ments au 8 février 1935	Effets ou warrants en cours au 8 février 1935
Blé. Récolte 1932			
Sur le crédit de 100 millions (Loi du 27 janvier 1933	46.550.210 »	46.550.210 »	»
Blé. Récolte 1933			
Sur les dépôts de fonds.	134.647.700 »	134.647.700 »	»
Sur le crédit de 300 millions (Loi du 28 février 1934, art. 64).	299.289.400 »	274.130.300,40	25.159.100 »
Total. Récolte 1933 ...	433.937.100,40	408.778.000,40	25.159.100 »
Opérations en cours .			2.404.000 »
Somme disponible sur le crédit de 300 mil- lions			272.436.900 »
			300.000.000 »
Sur le crédit de 500 millions. Loi du 9 juillet 1934.			
Blé. Récolte 1933	4.721.000 »	»	4.721.000 »
Blé. Récolte 1934	108.069.201 »	16.233.300 »	91.835.901 »
Vin	23.173.600 »	10.874.050 »	2.299.550 »
Autres objets	30.983.050 »	17.685.150 »	13.297.900 »
Total	156.946.841 »	44.792.500 »	112.154.351 »
Opérations en cours .			30.727.362,80
Somme disponible sur le crédit de 500 mil- lions			357.118.286,20
			500.000.000 »
Sur les dépôts de fonds	359.755.840,65	359.657.190,65	98.650 »

Récapitulation.

Récolte 1933 : 25.159.100 + 4.721.000 ..	29.880.100
Récolte 1934	91.835.901
Vin	2.299.550
Autres objets	13.396.550
	137.412.101

On voit ainsi que la création des coopératives est singulièrement facilitée, car le capital initial peut dès lors, être réduit à une somme minime, facile à souscrire, même en temps de crise.

Nous voyons donc tout d'abord que le crédit agricole rend aux organismes coopératifs le premier et le plus essentiel de tous les services, puisque c'est lui, le plus souvent, qui leur permet de naître. Sans lui, la plupart d'entre eux n'auraient même pas vu le jour et l'agriculture eût été privée de leur si précieuse activité.

Il s'agit ici, bien entendu, de prêts à long terme, car les frais de premier établissement exigent toujours une longue période d'amortissement, qui, légalement, est de 25 ans.

Ces prêts à faible intérêt — actuellement 3 % — proviennent des avances consenties par les Caisses Nationales de Crédit Agricole.

Pour avoir une idée de leur grandeur totale, c'est-à-dire de l'importance des services initiaux vendus par le Crédit Agricole à la coopération, nous nous reporterons à un document du plus haut intérêt, intitulé :

« Rapport du Ministère de l'Agriculture sur les

opérations faites par les Caisses régionales de Crédit Agricole mutuel pendant l'année 1933 » ¹.

Nous y lisons que le montant des prêts collectifs à long terme, en cours au 31 déc. 1932

était de 320.269.006,46

Le montant des prêts collectifs à long terme nouveaux consentis en 1933 a

été de 52.281.700 »

372.550.706,46

Après déduction des 660.000 frs

des prêts annuels ou réduits..... 660.000 »

Il reste 371.884.706,46

Les remboursements effectués au titre de l'année 1933 ayant atteint .. 23.230.864 46

Le solde des prêts collectifs à long terme accordés, déduction faite des remboursements au 31 déc. 1933 était

de 348.653.842,46

Les prêts restant à mandater au 31 déc. 1933 étant de

30.558.934,23

318.094.908,23

Le tableau suivant indique le montant des prêts collectifs à long terme consentis et les remboursements effectués sur ces prêts de 1906 à 1933 inclus.

(1) Pp. 1092.

ANNEES	PRÊTS COLLECTIFS à long terme à la disposition des institutions au 1 ^{er} janvier		PRÊTS COLLECTIFS à long terme accordés au cours de l'année		TOTAL		REMBOURSEMENTS correspondant à l'année sur prêts collectifs à long terme		PRÊTS COLLECTIFS à long terme à la disposition des institutions au 31 Décembre	
	francs	»	francs	»	francs	»	francs	»	francs	»
1906-1920			42.424.773	»	42.424.773	»	13.213.968,20		29.210.804,80	
1921	29.210.804,80		28.420.535	»	57.631.339,80		6.646.627,24		50.984.712,56	
1922	50.984.712,56		21.994.500	»	72.979.212,56		4.846.887,21		68.132.325,35	
1923	68.132.325,35		28.044.000	»	96.176.325,35		6.954.327,40		89.221.997,95	
1924	89.221.997,95		25.167.950	»	114.389.947,95		5.920.915,03		108.469.032,92	
1925	108.469.032,92		41.247.300	»	149.716.332,92		8.193.375,15		141.522.957,77	
1926	141.522.957,77		28.179.000	»	169.702.557,77		9.741.024,78		159.961.532,99	
1927	159.961.532,99		28.194.300	»	188.155.832,99		14.896.466,04		173.259.366,95	
1928	173.259.366,95		29.677.000	»	202.936.366,95		14.975.247,27		187.961.119,68	
1929	187.961.119,68		59.694.550	»	247.655.669,68		17.683.469,52		229.972.200,16	
1930	229.972.200,16		47.480.000	»	277.452.200,16		18.462.508,35		258.989.691,81	
1931	258.989.691,81		50.146.900	»	309.136.591,81		22.109.220,61		287.027.371,20	
1932	287.027.371,20		58.305.400	»	345.332.771,20		25.063.764,74		320.269.006,46	
1933	320.269.006,46		51.615.700	»	371.884.706,46		23.230.864,46		348.653.842 » ¹	
		»	498.167.735	»	»	»	178.724.697,80		»	

(1) Y compris une somme de 30.558.934 fr. 23 restant à mandater au 31 décembre 1933.

Enfin on a vu que le montant des prêts collectifs à long terme nouveaux consentis en 1933 était de 52 millions 281.700 frs, cette somme se répartissant de la façon suivante :

Pour l'année 1933¹, la Caisse nationale de Crédit Agricole a accordé à des caves coopératives vinicoles 72 avances à long terme, d'un montant total de 19.853.000 fr., dont 39 avances complémentaires à des caves qui désiraient compléter leurs installations, et 33 avances à de nouvelles caves créées dans les départements de l'Aude, de la Drôme, de la Gironde, de l'Hérault, de l'Isère, du Loiret, des Pyrénées-Orientales, du Var et du Vaucluse.

Au 31 décembre 1933, 550 caves avaient bénéficiées d'avances à long terme, s'élevant à plus de 222 millions.

Durant la même année, il a été attribué 2.253.600 fr. d'avance à long terme à 5 distilleries coopératives vinicoles dont 2 avances complémentaires à des distilleries qui désiraient compléter leurs installations, et 3 avances à des distilleries nouvelles créées dans les départements de l'Aude, du Loir-et-Cher et du Var.

Il est à noter que la distillerie coopérative de Saint-Maximin, dans le Var, a été constituée par 18 caves coopératives dont elle traite tous les sous-produits. Ces caves ont obtenus pour la création de la distillerie, 18 avances à long terme pour un total de 1.863.600 fr.

La culture de la betterave tient une place importante dans les assolements de plusieurs régions, surtout dans le Nord de la France, et des distilleries coopératives ont été créées par des producteurs pour

(1) Rapport du Ministère de l'Agriculture sur les opérations faites par les Caisses régionales de Crédit Agricole mutuel pendant l'année 1933, pp. 1093.

pouvoir retirer de leur récolte un prix de vente plus avantageux.

L'administration des finances, qui a le monopole de la vente des alcools industriels, a longtemps estimé qu'il n'était pas désirable d'accroître la production de ces alcools, en favorisant la création de distilleries coopératives de betteraves. Mais, en raison du grand intérêt qu'il y a à maintenir la culture betteravière, le Ministre des finances a accepté que des avances à long terme, atteignant 500.000 fr.¹ au maximum par société, puissent être accordées à ces coopératives, à la condition toutefois, qu'elles réalisent des installations suffisantes pour pouvoir recevoir la production d'alcool d'une campagne.

De nombreuses sociétés coopératives, dont certaines ont une origine très ancienne, se sont créées pour permettre aux agriculteurs de tirer le meilleur parti de la production du lait et de ses dérivés, qui représentait en ces dernières années — avant la baisse récente — une valeur d'environ 15 milliards².

Dans les régions montagneuses ou éloignées des grands centres de consommation, le lait est surtout transformé en beurre ou en fromage, alors que, dans les régions de plaines, mieux desservies par des voies ferrées, il est en partie expédié vers les grandes villes pour y être vendu en nature.

Les coopératives laitières procurent à leurs adhérents tous les avantages de la transformation et de la vente en commun et contribuent, en outre, à régulariser les cours.

Elles peuvent obtenir de la Caisse nationale de Crédit Agricole les avances à long terme qui les

(1) Rapport du Ministère de l'Agriculture sur les opérations faites par les caisses régionales de crédit agricole mutuel pendant l'année 1933, pp. 1093.

(2) Ibid.

aident à réaliser leurs installations, et parfois aussi à effectuer des transformations indispensables dans leur matériel de fabrication.

En 1933, il a été attribué 4.395.000 fr. d'avances à long terme à 24 nouvelles sociétés coopératives laitières créées dans les départements de l'Ain, de l'Aveyron, du Calvados, du Doubs, du Finistère, de l'Isère, de la Haute-Marne, de la Savoie, de la Haute-Savoie et le territoire de Belfort.

D'autre part, 490.000 fr. d'avances complémentaires ont été accordées à six coopératives de l'Ain, de la Charente-Inférieure, de la Meurthe-et-Moselle, de la Haute-Savoie et de l'Yonne pour leur permettre de moderniser leur matériel de fabrication¹.

Les sociétés coopératives d'utilisation en commun du matériel agricole qui contribuent à vulgariser les progrès techniques, rendent, de précieux services aux agriculteurs, notamment pour le battage des céréales, qui peut ainsi être effectué à un prix moins élevé que celui des entrepreneurs professionnels. Ces sociétés coopératives se développent surtout dans les régions de petite culture, où les agriculteurs ne peuvent pas acquérir individuellement un matériel relativement coûteux.

En 1933², il a été attribué 2.000.770 fr. d'avances à long terme à 60 sociétés coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole, dont quatre avances complémentaires à des sociétés anciennes, qui ont complété leur outillage et 56 à des sociétés nouvelles,

(1) Rapport du Ministère de l'Agriculture sur les opérations faites par les caisses de Crédit Agricole Mutuel pendant l'année 1933, pp. 1093.

(2) Ibid.

créées dans les départements de l'Ain, de l'Allier, de l'Aude, des Basses-Alpes, de la Charente-Inférieure, de la Haute-Garonne, de la Moselle, de l'Orne, du Puy-de-Dôme, de la Somme, du Tarn, de la Vienne — où 16 coopératives nouvelles ont été créées — et de l'Yonne.

D'après les derniers renseignements recueillis par la caisse nationale de Crédit Agricole, il existait en France, à la fin de l'année 1933, 1.715 coopératives de battage. Un millier d'entre elles ont été formées avec l'aide du Crédit Agricole qui leur a accordé des avances dont le montant total représente près de 38 millions de francs.

Depuis de nombreuses années, les agriculteurs de certaines régions ont créé des meuneries coopératives, constituées le plus souvent avec l'aide du crédit agricole, et qui rendent à leurs membres de précieux services. Certaines meuneries, pour augmenter encore l'intérêt de leur organisation coopérative, ont recherché une entente avec des boulangeries coopératives; mais, le plus généralement, elles n'ont pu obtenir d'excellents résultats que si elles s'organisaient pour assurer par leurs propres moyens les opérations de panification. On peut ainsi signaler que quelques-unes de ces meuneries-boulangeries coopératives ont parfois tenté de réaliser une entente avec des coopératives de consommation.

Ces sociétés coopératives, au nombre de 99 actuellement, sont surtout répandues dans les départements de l'Ain, de l'Aude, de la Charente, de la Charente-Inférieure, du Gers, de l'Indre-et-Loire, de l'Isère, du Lot-et-Garonne et de la Savoie ¹.

(1) Rapport du Ministère de l'Agriculture sur les opérations faites par les caisses de Crédit Agricole Mutuel pendant l'année 1933, p. 1094.

Les producteurs de blé, ont aussi constitué des groupements qui entreposent dans des silos dotés de l'outillage mécanique nécessaire, les céréales des adhérents, facilitant ainsi le stockage, le report et la vente échelonnée de ces récoltes.

Le développement de ces groupements coopératifs, qui a été très important au cours de l'année 1933, facilite l'application des différentes mesures adoptées par le Parlement pour l'organisation et la défense du marché du blé. Toutefois il semble que, dans certains cas, la constitution de ces groupements ait été quelque peu hâtive, et que les garanties désirables n'aient pas toujours été offertes en ce qui concerne leur durée, l'indépendance de leur administration, et aussi la responsabilité de leurs adhérents et de leurs administrateurs. Ces différentes questions ont, d'ailleurs, retenu l'attention du Conseil d'administration de la Caisse nationale de Crédit Agricole, qui a déterminé, dans une circulaire du 29 janvier 1934, les conditions que devront remplir ces institutions, pour pouvoir être admises à obtenir des avances du Crédit Agricole.

En 1933, il a été consenti 442.000 fr. d'avances à long terme à six meuneries coopératives.

Des avances à long terme, dont le total atteint 8.260.000 fr. ont été accordées à 17 nouvelles coopératives de stockage et de vente des céréales situées dans les départements de la Drôme, de la Haute-Garonne, de Loir-et-Cher, de la Mayenne, du Nord, de l'Oise et du Pas-de-Calais.

En outre 860.000 fr. d'avances complémentaires, ont été consenties à trois sociétés coopératives anciennes, afin de les aider à réaliser des agrandissements.

En 1933, la Caisse nationale de Crédit Agricole a accordé 2.025.000 fr. d'avances à long terme à des sociétés coopératives diverses, parmi lesquelles deux sociétés coopératives de vente de fruits situées dans les Bouches-du-Rhône et la Corrèze, une féculerie coopérative créée dans le Morbihan, et trois sociétés coopératives d'achat en commun et d'approvisionnement¹.

Les associations syndicales ont pour but notamment l'exécution et l'entretien de travaux de défense contre les eaux de curage, de dessèchement, d'assainissement, d'irrigation, de drainage; elles peuvent aussi se charger de la construction de chemins ruraux d'exploitation, ou de toute autre amélioration agricole ayant un caractère d'intérêt collectif.

La constitution de ces groupements est facilitée depuis que le décret du 21 décembre 1926 et de règlement d'administration publique du 18 décembre 1927, rendu conformément à la loi du 3 août 1926, ont simplifié les dispositions des lois des 21 juin 1865 et 22 décembre 1888.

L'article 22 de la loi du 5 août 1920 a permis à ces associations de recevoir des avances à long terme.

Pendant l'année 1933, 8.793.000 frs d'avances à long terme ont été accordées à 52 associations syndicales. De plus 456.400 frs d'avances complémentaires ont été consenties à 6 associations syndicales qui avaient déjà bénéficié d'avances et qui se proposaient d'exécuter de nouveaux programmes de travaux (2).

A la fin de 1933, 337 associations syndicales agri-

(1) Rapport du Ministère de l'Agriculture sur les opérations faites par les caisses de Crédit Agricole Mutuel pendant l'année 1933, p. 1094.

(2) *Ibid.*

coles avaient reçu plus de 44 millions d'avances à long terme.

Pour l'étude et la défense de leurs intérêts, les associations syndicales, comme les coopératives, ont constitué des groupements, dont un des plus importants est l'Union des marais de l'Ouest, qui comprend 50 associations, englobant 60.000 hectares répartis sur une dizaine de départements.

L'article 108 de la loi de finances du 27 décembre 1927 autorise la caisse nationale de crédit agricole à consentir des avances à long terme aux communes et syndicats de communes, en vue de l'exécution de travaux d'irrigation d'assainissement ou de protection des terres contre les eaux.

En 1933, 764.000 fr. d'avances ont été accordées à 8 communes et à un syndicat intercommunal (1).

Les syndicats agricoles, ayant pour objet l'étude et la défense des intérêts professionnels, peuvent bien obtenir des avances à long terme du crédit agricole, en application de la loi des finances du 16 avril 1930 (2). Toutefois la législation actuelle sur les syndicats permettant à leurs adhérents de se retirer à toute époque, ce qui peut entraîner la dissolution du groupement, les avances susceptibles de leur être consenties doivent être entourées de toutes les garanties jugées nécessaires, et il leur est demandé notamment une hypothèque sur leurs immeubles, s'ils en possèdent, ainsi que la souscription, par tout ou partie des membres, d'engagements solidaires de remboursement.

Trois syndicats ont obtenu en 1933 une avance à

(1) Rapport du Ministère de l'Agriculture sur les opérations faites par les caisses de Crédit Agricole Mutuel pendant l'année 1933, p. 1094.

(2) *Ibid.*

long terme pour la construction et l'aménagement de magasins.

En application de l'article 34 de la loi de finances du 16 avril 1930, la chambre d'agriculture de la Dordogne a bénéficié d'une avance à long terme de 360.000 frs, qui lui a permis d'aménager les constructions nécessaires à son fonctionnement (1).

En résumé, nous donnons ci-après un tableau (2) indiquant les prêts collectifs à long terme nouveaux consentis en 1933.

	Nombre	Montant
Caves et distilleries coopératives		
vinicoles	94	22.106.000 »
Distilleries de betteraves	2	1.000.000 »
Sucreries coopératives	»	»
Cidreries coopératives	»	»
Sociétés coopératives pour l'utilisa-		
tion de matériel agricole coopéra-		
tives de battage	60	2.080.700 »
Fruitières, laiteries, fromageries ca-		
séineries coopératives	30	4.905.000 »
Huilleries coopératives	»	»
Sociétés coopératives diverses	30	11.187.000 »
Sociétés coopératives d'achat en		
commun et d'approvisionnement.	3	400.000 »
Associations syndicales ayant un		
but exclusivement agricole	58	9.238.400 »
Communes et syndicats de com-		
munes	7	189.000 »
Associations agricoles diverses (loi		
du 16 avril 1930)	3	240.000 »
Chambre d'Agriculture (loi du		
16 avril 1930)	1	360.000 »
Départements et communes (loi du		
8 décembre 1932)	2	575.000 »
	290	52.281.700 »

(1) Rapport du Ministère de l'Agriculture sur les opérations faites par les caisses de Crédit Agricole Mutuel pendant l'année 1933, p. 1094.

(2) *Id.*, pp. 1092.

Après avoir montré entre qui se répartissent les avances de la Caisse Nationale du Crédit Agricole il faudrait rappeler l'article 22 de la loi du 5 août 1920 qui énumère les institutions qui peuvent être affiliées aux caisses de Crédit agricole mutuel et bénéficier notamment des avances à long terme de la caisse.

Ce sont :¹

1° Les sociétés coopératives constituées en vue d'effectuer ou de faciliter toutes les opérations concernant la production, la transformation, la conservation ou la vente des produits agricole provenant exclusivement des exploitations des associés.

a) caves et distilleries coopératives vinicoles,

b) distilleries et sucreries coopératives de betteraves,

c) sociétés coopératives pour l'utilisation de matériel agricoles, coopératives de battage etc...

d) frutières, laiteries, fromageries, beurreries, caséineries coopératives.

e) huileries coopératives,

f) Sociétés coopératives de culture et sociétés coopératives diverses.

2° Les sociétés coopératives d'achat en commun et d'approvisionnement.

3° Les associations syndicales ayant un but exclusivement agricole.

4° Les Sociétés d'intérêt collectif agricole (sociétés coopératives d'électricité).

L'article 34 de la loi des finances du 16 avril 1930 a complété cette énumération en ajoutant un alinéa 5 ainsi conçu :

(1) Ministère de l'Agriculture. Législation relative au Crédit Mutuel et à la Coopérations Agricoles. Paris 1933, pp. 9.

5° Les chambres d'agriculture, les syndicats agricoles, les sociétés d'élevage, les associations agricoles reconnues par la loi et dépendant du ministre de l'agriculture, ayant pour objet de favoriser la production agricole, ainsi que leurs unions et leurs fédérations.

La Caisse Nationale de Crédit Agricole effectue périodiquement, avec le concours des directeurs des services agricoles, des enquêtes sur la situation du mouvement coopératif en agriculture. La dernière de ces enquêtes concernant l'année 1930, une nouvelle enquête a été effectuée en 1934.

Comme les précédentes elle porte :

1) Sur les sociétés coopératives agricoles de production, de transformation et de vente des produits agricoles.

2) Sur les sociétés d'intérêt collectif agricole (coopératives d'électrification).

3) Sur les sociétés coopératives agricoles d'achat en commun et d'approvisionnement.

Cette enquête a permis de constater qu'au 31 décembre 1933, il existait 6.243 sociétés coopératives agricoles de production, de transformation, de conservation et de vente de produits agricoles, et d'utilisation de matériel agricole, se répartissant ainsi ¹.

(1) Rapport du Ministère de l'Agriculture sur les opérations faites par les caisses de Crédit Agricole Mutuel pendant l'année 1933, pag. 1094.

DESIGNATION	NOMBRE TOTAL de sociétés existant au 31 décembre 1935	NOMBRE DE Sociétés ayant reçu des avances de la C. N. C. A.
Laiteries, beurreries, froma- geries, caséineries	2.145	634
Caves et distilleriesc	936	702
Cidreries et distilleries de pommes	28	10
Sucreries et distilleries de betteraves	41	31
Distilleries coopératives di- verses	30	12
Féculerie coopératives	40	6
Huileries coopératives	62	55
Coopératives de stockage de céréales, meuneries, bou- langeries	1.012	84
Coopératives de battage et d'utilisation de matériel agricole	1.788	1.043
Coopératives d'élevage	49	3
Coopératives agricoles di- verses	112	43
Totaux	6.243	2.622

La comparaison de ces chiffres avec ceux de l'enquête de 1930, montre qu'il y a eu une augmentation de 734 sociétés, déduction faite de 44 coopératives, qui ont été dissoutes ou ont cessé de fonctionner.

Parmi ces nouvelles sociétés, il y a notamment 107 laiteries, beurreries ou fromageries, 110 caves et distilleries vinicoles, 339 coopératives de stockage de céréales et meuneries-boulangeries coopératives, 151 coopératives de battage et d'utilisation de matériel agricole.

Ces enquêtes périodiques effectuées par la Caisse Nationale de Crédit Agricole permettent de suivre

le développement du mouvement coopératif agricole en France, et, en même temps, de tenir à jour un répertoire des sociétés coopératives agricoles.

En résumé, sur 6.243 coopératives existant au 31 décembre 1933, 2.622 ont reçu du Crédit Agricole des avances à long terme, dont le total, comme on l'a vu plus haut, atteint presque 350 millions.

C'est donc avec raison que le rapport du Ministre insiste sur ce développement considérable pris récemment par la coopération. Or c'est véritablement au Crédit Agricole qu'est due, pour une grande part cette magnifique floraison.

C'est là le premier résultat, et non le moins important de la collaboration féconde qui doit toujours exister entre les diverses formes de coopération, qu'elles aient pour objet le crédit ou d'autres genres d'activité.

On peut, d'ailleurs, prévoir que les statistiques de 1934-35 lorsque nous les connaissons, accuseront, elles-aussi, une progression très rapide de l'idée coopérative. Car cette idée là progresse, surtout en temps de crise. Le malheur a ce bon côté qu'il nous fait penser aux autres, tant que nous espérons en recevoir une aide; et l'insuccès des efforts individuels nous inspire l'idée salulaire de les associer. Aussi, pour le blé en particulier, presque toutes les régions de la France auront vu naître, cette année, une ou plusieurs coopératives de stockage, dont le crédit agricole a puissamment aidé l'éclosion, et auxquelles nous devons souhaiter une longue et heureuse carrière.

Cette progression qui se poursuit actuellement, grâce au Crédit Agricole, à l'allure de 500 créations de coopératives par an et même davantage, est en-

core très loin d'être, en France, ce qu'elle devrait et pourrait être. La France, d'après la statistique du bureau international du travail, est la deuxième, après l'Allemagne.

Et le retard par rapport à certains pays étrangers est encore très grands et ce chiffre de 350 millions de prêts à long terme, n'est qu'un très faible acompte sur les sommes qui devraient être normalement consacrés aux opérations de ce genre.

Car si cet argent ne rapporte, en apparence, qu'un assez faible intérêt, aucune spéculation financière ne saurait être, en réalité, aussi fructueuse que celle-là pour la prospérité du pays, pour le bien être physique et moral de la population toute entière.

II

Fonctionnement des Coopératives.

La coopérative une fois fondée et mise en route, il lui faut, comme à toute autre entreprise commerciale ou industrielle, des fonds de roulement, dont l'importance soit en rapport avec son chiffre d'affaires. Elle recourt généralement, pour cela, à sa banque naturelle, c'est-à-dire à sa sœur et voisine, la coopérative de crédit agricole.

Il s'agit donc ici de prêts à court terme, dont le taux et les conditions sont parfois variables suivant les caisses auxquelles on s'adresse.

L'organisation intérieure de ces caisses qui est ici en cause, sortirait du cadre de cette étude, et nous nous abstiendrons de la décrire, d'autant plus que, là où

l'usager à le choix entre des caisses de crédit mutuel de divers types, ce choix est rarement déterminé par des raisons objectives et financières, mais bien plutôt par des considérations sentimentales.

Toutefois, pour le crédit agricole officiel, certains détails de son fonctionnement sont en relation directe avec l'aide journalière qu'il apporte à nos coopératives.

Le Crédit agricole, créé par la loi du 5 novembre 1894, et dont la charte actuelle est la loi du 5 Août 1920, jouit de certains privilèges en échange desquels il est assujetti, de la part de l'Etat, à certains contrôles et à certaines obligations.

Le contrôle de l'Etat s'exerce d'ordinaire d'une façon sérieuse et très judicieuse. Les caisses qui y sont soumises semblent le supporter non seulement sans impatience, mais très volontiers, qu'il s'agisse du contrôle de la Caisse Nationale ou de celui de l'Inspection des Finances, ces caisses déclarent généralement qu'il constitue pour elles-mêmes un guide éclairé, pour leurs déposants une garantie précieuse, et pour leurs administrateurs une sécurité morale, qui allège le fardeau de leurs responsabilités.

Il est impossible toutefois de passer sous silence l'évolution qui semble se manifester dans les idées et les méthodes de l'administration, et qui, si elle s'accroît, pourrait entraîner, pour les caisses, de très regrettables conséquences.

C'est en 1929 qu'on peut situer le début de cette évolution. La première manifestation en a été le décret du 4 Avril 1929, qui est venu enlever aux caisses de Crédit la libre disposition de leurs fonds, et les oblige à verser les fonds disponibles entre les mains de la Caisse Nationale.

Nous ne songerions nullement à critiquer cette disposition, si elle ne constituait qu'un acte de méfiance vis-à-vis des caisses. Car nous reconnaissons volontiers que la compétence financière et boursière des dirigeants de ces caisses est inférieure à celle des hauts fonctionnaires de la Caisse nationale. Nous pensons toutefois que ce monopole dans la gestion de la fortune paysanne, qui présume, de leur part, une sorte d'infailibilité, doit constituer pour eux une responsabilité morale, qui doit leur sembler singulièrement lourde.

Mais, à notre avis, l'erreur de ce décret consiste dans la méconnaissance du caractère coopératif du Crédit agricole, c'est-à-dire dans l'oubli de ce grand principe directeur que nous avons tenu à inscrire en tête de cette étude, à savoir que le Crédit agricole n'est autre chose qu'une manifestation de la coopération, principe qui a guidé constamment notre pensée comme il doit guider la pratique quotidienne des œuvres de mutualité agricole.

En effet, dans les autres organismes coopératifs, l'Etat, tout en exerçant un droit de contrôle que nous ne songeons nullement à lui contester ne se mêle en aucune façon de la gestion des stocks de blé, de vin, de fruits, ou des légumes, qui constituent l'avoir collectif des adhérents et qui représentent pourtant des valeurs aussi réelles et souvent aussi importantes que les stocks de billets, d'effets ou des titres dans les Caisses de Crédit.

Or, non seulement le décret du 4 avril 1929 viole la grande règle coopérative qui attribue la gestion de l'avoir commun aux délégués des adhérents, puisqu'il confie cette gestion à des fonctionnaires de l'Etat, mais son application peut conduire à d'im-

menses dangers. C'est, en effet, au moment des crises agricoles que se manifeste surtout l'utilité du Crédit mutuel. Or, dans ces périodes les demandes d'emprunt affluent, en même temps que les retraits de fonds se précipitent dans un délai souvent très court. Pour telle de ces Caisses, ces retraits ont pu atteindre, en quelques semaines, plusieurs dizaines de millions. Il importe donc que ces Caisses aient la possibilité d'effectuer des paiements sans formalités et sans retard, car, en pareil cas, le moindre délai porte atteinte à la confiance et il en peut résulter des désastres.

Le seul moyen d'y parvenir est de laisser aux Caisses une liberté contrôlée pour la gestion de leur fonds, au lieu de les obliger à verser ceux-ci, moyennant un intérêt minime, à un organisme central, d'où ils ne pourront pas toujours être retirés avec la rapidité désirable, s'il s'agit de sommes importantes.

On ne mentionnera pas ici les détails de cette offensive contre le Crédit agricole qui se poursuit sourdement. On ne peut cependant pas passer complètement sous silence les derniers épisodes qui sont relatifs au taux d'intérêt des dépôts.

Depuis le 1^{er} janvier 1933, la Caisse Nationale sert aux caisses de crédit qui, d'après le décret du 4 avril 1929, doivent lui verser leurs disponibilités, un intérêt de 2,5 % à vue, de 3 % à six mois et de 3,5 % à un an. Les caisses qui se conforment au décret et ne touchent que 2,5 % d'intérêt de leur argent ne peuvent donc donner plus de 2,50 % à leurs dépo-

sants à vue. Encore à ce taux ne peuvent-ils pas couvrir leurs frais généraux¹.

Nous n'aurions rien à objecter à cette baisse du taux de l'intérêt si elle constituait une mesure d'ordre générale, et si la règle était la même pour tous. Mais nous constatons que, si la Caisse Nationale, c'est-à-dire l'Etat, n'est autorisé à verser aux caisses que 2,50 % pour les dépôts à vue, la Caisse des Dépôts — c'est-à-dire encore l'Etat — verse un intérêt de 3,75 % aux Caisses d'Epargne, qui peuvent aussi donner facilement à leurs déposants 3,25 % tout en faisant encore de très copieux bénéfices.

Cette inexplicable différence de traitement ne peut avoir pour effet — sinon pour but avoué — que de vider les Caisses de Crédit Agricole de leurs dépôts à vue, pour reporter ceux-ci vers les Caisses d'Epargne. Il semble qu'il en doive résulter, à la longue, une pénurie de matière première pour les prêts à court terme, et un effondrement complet de tout le système coopératif agricole qui se développait en France depuis un quart de siècle, grâce aux lois si sages du 5 mars 1894, du 31 mars 1899 et du 5 avril 1920 et dans lequel il faut placer tous les espoirs pour le relèvement de l'agriculture. Cependant, jusqu'ici, ces conséquences désastreuses ne se sont pas produites. Le rapport ministériel nous le prouve pour l'année 1933 par des chiffres consolants. Nous y lisons qu'au cours de cette année-là, les Caisses de crédit ont reçu en dépôts de fonds 4.112.200.000 frs, dont le solde au 31 décembre, retraits déduits, était de 1.241.300.000 frs.

(1) BOISSEAU (J.). « Le Crédit Agricole et sa ridicule insuffisance (Voix paysanne, 10 janv. 1931).

*Dépôts de fonds effectués dans les Caisses Régionales
de Crédit Agricole¹.*

ANNEES	SOLDE au 1 ^{er} Janvier	DÉPÔTS REÇUS au cours de l'année	TOTAL	RETRAITS effectués au cours de l'année	SOLDE au 31 Décembre
1921 ...	26.000.000	125.000.000	151.000.000	118.000.000	33.000.000
1922 ...	33.000.000	135.000.000	168.000.000	121.000.000	47.000.000
1923 ..	47.000.000	186.000.000	233.000.000	176.000.000	57.000.000
1924 ...	57.000.000	241.000.000	298.000.000	215.000.000	83.000.000
1925 ...	83.000.000	384.000.000	467.000.000	312.000.000	155.000.000
1926 ...	155.000.000	593.500.000	748.500.000	479.500.000	269.000.000
1927 ...	269.000.000	912.000.000	1.181.000.000	741.000.000	440.000.000
1928 ...	440.000.000	1.345.000.000	1.785.000.000	1.151.500.000	633.500.000
1929 ...	633.500.000	1.707.500.000	2.341.000.000	1.545.500.000	795.500.000
1930 ..	795.000.000	1.828.300.000	2.623.800.000	1.624.400.000	999.400.000
1931 ...	999.400.000	2.562.300.000	3.561.700.000	2.316.500.000	1.245.200.000
1932 ...	1.245.200.000	2.577.400.000	3.822.600.000	2.565.000.000	1.257.600.000
1933 ...	1.257.600.000	2.854.600.000	4.112.200.000	2.870.900.000	1.241.300.000

Mais n'oublions pas que, si les décrets en vigueur n'ont pas encore produit tous leurs fâcheux effets, c'est parce que l'intelligence et la longueur de vues de l'administration et de l'inspection du crédit mutuel ont permis aux caisses d'études l'application littérale du décret du 4 avril 1929.

Or, il ne faut pas se dissimuler que cette tolérance est précaire et qu'en principe les décrets sont faits pour être appliqués, ou, s'ils sont nocifs, pour être abrogés.

Il est difficile de s'expliquer le pourquoi de ces diverses mesures, pour quel motif, en particulier, l'Etat semble vouloir actuellement détourner des Caisses Agricoles l'argent des agriculteurs pour l'envoyer

(1) Rapport du Ministère de l'Agriculture sur les opérations faites par les caisses de Crédit Mutuel Agricole pour l'année 1933, pag. 1087.

grossir l'amas monstrueux des capitaux gérés par la Caisse des Dépôts.

On se contentera de signaler ici une conséquence de cette manière de faire.

La Caisse Nationale reçoit de l'Etat, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, plusieurs centaines de millions d'avances, qui vont grossir encore les sommes considérables votées par le Parlement pour le financement de la récolte de blé. Normalement, ce financement pourrait être assuré, par l'argent même des cultivateurs, par l'intermédiaire des Caisses Agricoles. L'argent irait ainsi directement — ce qui est normal et coopératif — de chez le coopérateur qui a des excédents vers celui qui a des besoins. Or, on prétend chasser actuellement l'argent des cultivateurs vers les Caisses d'Épargne, celles-ci le verseront à la Caisse de Dépôt. La Caisse de Dépôts, à son tour, en fera l'avance à la Caisse Nationale.

Cette dernière la répartira entre les Caisses régionales, qui le distribueront aux cultivateurs par l'intermédiaire des Caisses locales. Le point de départ et le point d'arrivée, tout voisins l'un de l'autre, sont bien les mêmes que dans le premier cas.

L'argent revient alors à son point de départ qu'il n'aurait jamais dû quitter — après avoir parcouru un long circuit aux nombreuses étapes, dont le moins qu'on puisse dire est que ce n'est pas un voyage gratuit.

Telles sont les conséquences — ou plutôt les inconvénients — auxquelles conduit l'oubli des règles essentielles de la coopération.

Ces considérations sembleront peut-être étrangères

à la question que nous devons traiter. Nous pensons, au contraire, qu'elles sont au cœur même du sujet.

En effet, il n'est pas indifférent, du point de vue des coopératives, que les cultivateurs apportent ou n'apportent pas leurs économies aux Caisses de Crédit Agricole, c'est-à-dire que ces Caisses soient ou ne soient pas copieusement garnies de dépôts. Car les syndicats d'approvisionnement, les coopératives d'achat, de transformation et de vente sont des organismes dont les fonctions sont d'ordre commercial et industriel.

Pour rendre à leurs adhérents le maximum de services, il leur faut donc appliquer les méthodes depuis longtemps reconnues par le commerce et l'industrie comme les plus avantageuses, et même les seules possibles, dans la plupart des cas. Ces méthodes reposent, comme on le sait, sur un large et constant recours au crédit.

De là le rôle essentiel des banques, qui fournissent au jour le jour aux entreprises commerciales et industrielles les capitaux liquides dont elles ont besoin. La Banque des coopératives, c'est-à-dire le crédit agricole doit donc être elle-même une véritable coopérative alimentée par les dépôts de ses adhérents cultivateurs, les excédents des uns servant à aider les autres, et surtout à fournir à leurs groupements coopératifs les fonds de roulement dont ces derniers ont constamment besoin.

Nous sommes ici en présence de l'une des plus belles et des plus fécondes harmonies entre le Crédit Agricole et les coopératives, ou, plus exactement, entre la coopération-argent et la coopération-matières.

Leurs matières premières à toutes deux, argent et

denrées agricoles, représentent les fruits du travail individuel des cultivateurs, fruits insuffisants pour leurs producteurs, lorsqu'ils sont dispersés au sortir même de l'exploitation qui les a produits; car une partie sert alors à nourrir des parasites et est perdue pour la terre; c'est alors qu'intervient le travail coopératif. Conservés, conditionnés ou transformés par les groupements de producteurs, au moyen de capitaux qui sont eux-mêmes le fruit du travail agricole, nos produits peuvent fournir au meilleur compte, le maximum de profit, et ce profit retourne intégralement, pour la féconder, à la terre dont il est issu, sans qu'une seule parcelle en ait été détournée pour d'autres fins. Pour réaliser ce cycle idéal, tel qu'il fonctionne en certaines régions de la France, il est nécessaire que toutes les économies des cultivateurs prennent normalement le chemin des Caisses de Crédit.

Il faut que ces dépôts suffisent largement à alimenter les fonds de roulement des syndicats et coopératives, pour leur permettre de garder à la terre qui en a si grand besoin, toute la substance précieuse qu'élaborent à si grand peine les travailleurs ruraux.

Par conséquent, chercher à dévier vers d'autres destinations ce courant fécondant, que ce soit, comme le veulent les grandes banques, vers les émissions financières fructueuses seulement pour les intermédiaires et les démarcheurs; que ce soit même, comme semble le vouloir l'Etat, vers les Caisses d'Epargne, c'est sevrer la coopération du crédit dont elle a besoin; c'est la condamner à végéter; c'est priver l'agriculture du seul moyen, qui lui reste de surmonter les crises qui la menacent jusque dans ses

sources vives; c'est aller directement à l'encontre des intérêts supérieurs du pays.

Il est remarquable que le rédacteur du rapport ministériel de l'année 1931 ait aperçu clairement tout cela. Car on peut lire dans ce rapport, à côté d'une phrase semblant approuver le décret du 4 avril 1929 et en préconiser l'application, une autre phrase mentionnant l'aide précieuse que le Crédit Agricole apporte aux coopératives et aux coopérateurs. La voici :

« Au 31 décembre 1931 le nombre de Caisses locales affiliées aux caisses régionales ayant reçu des avances de l'Etat était de 6.125....

« Les 500.524 chefs de familles agricoles, membres de ces caisses, ne sont pas les seuls à bénéficier des avantages du Crédit Agricole. 514.424 familles des cultivateurs affiliés aux sociétés coopératives agricoles et plus d'un million de cultivateurs adhérents aux syndicats agricoles en bénéficient aussi indirectement ¹. »

On ne saurait mieux dire et nous souhaitons qu'on sache tirer les conséquences logiques de cette vérité si clairement exprimée.

Il faut remarquer, d'ailleurs, que, pour les particuliers eux-mêmes, le plus grand service que leur rende le Crédit Agricole ne consiste peut-être pas dans les prêts qu'il peut leur consentir, mais bien plutôt dans la faculté qu'il leur offre de placer leurs économies à un taux avantageux, en toute sécurité, à l'abri des entreprises de la Finance, et d'une façon profitable à l'agriculture. Nous ne nous étendrons

(1) Rapport du Ministère de l'Agriculture sur les opérations faites par les Caisses de Crédit Agricole Mutuel pendant l'année 1933, pag. 1024.

pas sur cette vérité, que l'on pourrait illustrer de nombreux exemples.

Nous la signalons seulement au passage, pour souligner encore la nécessité de permettre à l'argent d'affluer dans les caisses de crédit, en laissant à leurs gérants la liberté et la possibilité de donner à cet argent une rémunération suffisante. Là est la vérité coopérative, et comme il arrive toujours quand on la respecte, là se trouvent, bien heureusement conciliés, l'avantage des individus déposants, et celui des collectivités emprunteuses.

*
**

Il nous faut mentionner encore ici un très important service rendu par les Caisses de crédit aux coopératives.

Il consiste dans la surveillance exercée, aux termes du décret du 25 août 1932, suivant lesquels les caisses régionales sont tenues de contrôler, au moins une fois par an, le fonctionnement des caisses locales qui leurs sont affiliées et celui des diverses institutions ayant reçu des avances par leur intermédiaire.

Ces derniers, surtout les plus modestes, comme les coopératives de battage, ne peuvent guère posséder les compétences financières nécessaires à leur bonne gestion. La caisse de Crédit qui a contribué à leur création est leur tutrice naturelle. Elle les aide de ses conseils, met à leur disposition ses techniciens et souvent même, tient entièrement leur comptabilité. La sécurité est ainsi parfaite, et ces coopératives, déchargées de toute préoccupation étrangère à leur travail agricole, sont délivrées de tout souci et de tout risque.

Même pour les coopératives plus importantes qui

possèdent chez elles les techniciens et les comptables nécessaires, l'aide et la surveillance du Crédit Agricole sont extrêmement utiles. La Caisse prêteuse doit, en effet, vérifier attentivement les opérations coopératives : par exemple que les avances sur marchandises ne soient pas supérieures aux prix de vente qui peuvent être escomptés. Elle a toujours, d'ailleurs, la possibilité d'exiger le warrantage des marchandises stockées. Ce contrôle permanent et bienveillant de la coopération-finances peut éviter à ses pupilles les coopératives-matières des imprudences involontaires et parfois de graves fautes de gestion.

Partout où le crédit agricole finance et surveille, la sécurité est plus grande. C'est donc l'intérêt des coopératives de vente ou de transformation, aussi bien au point de vue moral qu'au point de vue matériel, de s'appuyer sur les caisses de Crédit. C'est l'aspect normal de cette harmonie, qui doit toujours régner entre la coopération-matières et la coopération-argent.

Il nous reste à examiner dans ce chapitre traitant de l'aide apportée par les Caisses de Crédit Agricole aux coopératives pendant leur fonctionnement normal une question qui a autant d'intérêt vital que celle des prêts à long terme, nous voulons parler des prêts à court terme qui ont pour but de permettre aux coopératives comme aux agriculteurs de faire face aux dépenses courantes de l'exploitation ; leur montant n'est pas fixé par la loi et leur durée ne peut dépasser celle de l'opération à réaliser, elle n'excède pas, en principe, une année. Le taux de ces prêts est fixé pour les caisses régionales elles-mêmes. Il ne doit pas être inférieur à l'inté-

rêt servi par la caisse prêteuse à ses parts sociales, ni supérieur à plus de 1 % au taux des avances sur titres de la Banque de France. Exceptionnellement, il peut être réduit, sans pouvoir descendre au-dessous de 3 % en faveur des associations agricoles.

En raison de la nécessité de réserver les avances de l'Etat pour le crédit à long terme, les Caisses régionales ont été invitées à réaliser les opérations à court terme surtout à l'aide de leurs ressources propres, c'est-à-dire de leur capital social versé, de leur fonds de réserve, des sommes provenant du réescompte de leur porte-feuille et surtout des dépôts qu'elles ont pu recevoir.

Il eût été intéressant avant de terminer de donner, comme cela a été fait pour le crédit à long terme, le chiffre approximatif des prêts à court terme, consentis aux coopératives par le Crédit Agricole, au cours de l'année 1933. Mais il m'est malheureusement impossible de le faire; car, d'une part, les chiffres signalés dans le rapport du ministre déjà cité ne concernent que le Crédit Agricole officiel et non les caisses libres; d'autre part, les prêts à court terme mentionnés dans ce rapport représentent le total des prêts consentis aux particuliers aussi bien qu'aux coopératives, sans spécifier la part de chacune de ces deux catégories d'emprunteurs.

D'après ce rapport :¹

Le montant des prêts à court terme
en cours dans les caisses locales de cré-

(1) Rapport du Ministre de l'Agriculture sur les opérations faites par les Caisses régionales de Crédit Mutuel Agricole pendant l'année, pag. 1087.

dit agricole au 31 déc. 1932 était de.. 1.064.402.659

Le montant des prêts à court terme
nouveaux a été en 1933 968.477.621

Ensemble 2.032.880.280

Les remboursements sur prêts à
court terme s'étant élevés en 1933 à.. 893.432.048

Le solde des prêts à court terme en
cours dans les caisses locales de crédit
agricole au 31 décembre 1933 était de 1.139.448.232

D'autre part, le montant des effets
à court terme escomptés par les Caisses
régionales de Crédit Agricole en cours
au 31 décembre 1932 était de 1.044.998.247
et celui des effets à court terme nou-
veaux escomptés par elles, en 1933, de 956.495.344

Ensemble 2.001.493.591

Les remboursements sur effets à court
terme escomptés s'étant élevés, en
1933, à 877.137.357

Le solde des effets escomptés par les
caisses régionales au 31 déc. 1933 était
ainsi de 1.124.356.234

Si l'on ajoute aux effets nouveaux les renouvelle-
ments escomptés par les caisses régionales de Cré-
dit Agricole pendant l'année 1933, on constate un
total de 2.590 millions de francs de prêts à court
terme, en augmentation de 125 millions de francs sur
1932, année pendant laquelle le total des effets reçus

par les caisses régionales de Crédit Agricole avait été de 2.465 millions de francs.

Ce tableau montre que le montant des effets à court terme escomptés par les caisses régionales était :

Antérieurement à la Caisse Nationale de Crédit Agricole de	872.509.984
--	-------------

Et depuis la création de la Caisse Nationale de Crédit Agricole de	6.606.992.103
--	---------------

Soit au total	7.479.502.087
---------------------	---------------

Les remboursements ayant été :

Antérieurement à la Caisse Nationale de Crédit Agricole de ...	790.535.287
--	-------------

Et depuis la création de la Caisse Nationale de Crédit Agricole de	5.564.610.566
--	---------------

Soit au total ...	6.355.145.853
-------------------	---------------

	6.355.145.853
--	---------------

Le montant des effets à court terme escomptés par les caisses régionales, en cours au 31 décembre 1933, était bien de 1.124.356.234

Les caisses régionales ont été engagées à effectuer la plus grande partie de leurs opérations à court terme presque uniquement avec leurs ressources propres (capital social, réserves), avec leurs dépôts de fonds et par le réescompte de leur portefeuille notamment à la Caisse Régionale de Crédit Agricole, afin que les ressources de la dotation du Crédit Agri-

cole puissent être surtout employées à faciliter l'accession à la petite propriété rurale et le développement des sociétés coopératives agricoles.

Le montant des avances pour prêts à court terme sur la dotation du Crédit Agricole dont disposaient les Caisses régionales de Crédit Agricole, à la date du 31 décembre 1933, était seulement de 62.965.000 frs. En raison de la crise économique, il y aurait eu des inconvénients à ce qu'une trop forte proportion des excédents de dépôts confiés à la Caisse Nationale de Crédit Agricole se trouvât engagée dans les opérations de financement de la récolte. Il importait donc, pour que l'effort des institutions de Crédit Agricole puisse disposer de ressources spéciales.

Tel a été l'objet de la loi du 26 janvier 1933, qui a mis à la disposition de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, dans la limite d'un crédit de 300 millions, des avances qui lui ont permis de réescompter les effets à court terme qui lui étaient présentés par les caisses régionales.

La Caisse Nationale de Crédit Agricole a réescompté aux caisses régionales des effets et warrants, pour une somme de 364.513.356 francs, et les effets en cours qu'elle avait en portefeuille à la date du 31 décembre 1933 s'élevaient à 11.124.900 frs.

Elle a, d'autre part, accordé à 29 caisses régionales, sur les dépôts de fonds qui lui sont confiés, des avances à court terme pour un montant total de 54.368.000 frs dont le solde en cours au 31 décembre 1933 était de 11.868.000 frs.

Le montant des effets réescomptés à la Caisse Nationale de Crédit Agricole ou à des banques par les Caisses régionales de Crédit Agricole, qui s'est élevé au total pendant l'année 1933 à 793 millions de francs, était au 31 décembre 1933, de 226 millions de francs.

CHAPITRE II

CE QUE LE CREDIT AGRICOLE DOIT AUX COOPERATIVES

Nous avons vu jusqu'ici ce que les coopératives-matières doivent à la coopération-crédit. Elles lui doivent en partie la vie. Ce sont, en quelque sorte, ses enfants. Et ces enfants-là, toute leur vie viendront demander aide et secours à leur créateur, car toujours ils ont besoin du suc nourricier qui les alimente.

Il nous reste à constater que ce ne sont pas des enfants ingrats. Car, s'ils doivent beaucoup au Crédit Agricole, ils lui rendent aussi de précieux services. Et dans la balance de leurs comptes, nous allons voir que le second plateau est presque aussi richement garni que le premier.

Pour le mettre en évidence, selon l'habitude de travail et l'idée qui nous a conduit dans la rédaction de cette thèse, prenons d'abord un organisme agricole d'achat en commun, qui fonctionne, pour des raisons fiscales, sous la forme syndicale, mais qui, par son objet et la nature de ses opérations, doit être classé dans la grande famille coopérative.

Autrefois et notamment pendant la guerre, on estimait qu'un tel organisme ne devait effectuer de livraisons de marchandises que contre paiement comptant. Dans le syndicat en question, cette mé-

thode est restée en vigueur jusqu'en 1930 sans donner lieu à trop de difficultés. Il est pourtant assez fréquent que les cultivateurs se trouvent gênés pour s'acquitter à la livraison. En effet, les époques des rentrées d'argent provenant de la vente des récoltes ne coïncident généralement pas avec celles des achats d'engrais, de semences ou des machines nécessaires à l'exploitation.

Beaucoup de syndiqués restaient donc débiteurs pendant plusieurs mois, et il fallait parfois de multiples démarches pour obtenir le paiement.

Dans leur intérêt, aussi bien que dans celui du syndicat, il était donc nécessaire de réaliser pour eux un crédit marchandise. C'est sans doute la Caisse de Crédit Agricole qui tient cet article « crédit », et chaque cultivateur isolé, avant d'aller acheter au syndicat ou à la coopérative, devait pouvoir passer à cette caisse pour emprunter la somme nécessaire au paiement comptant de ses achats. Mais il en résulterait une multitude de menus emprunts, très fréquents et de faible importance, qui, pour de petits résultats, compliqueraient d'une façon inouïe le travail du Crédit Agricole. Ce dernier se trouverait dans la situation d'un magasin de gros à qui une foule de clients de détail viendraient constamment demander quelques francs de marchandises.

Pour les satisfaire, il lui faut l'intermédiaire du détaillant.

De son côté, le syndicat ou la coopérative qui veut acheter avantageusement doit se conformer aux conditions habituelles du commerce et de l'industrie. C'est généralement le paiement comptant qui lui permet d'obtenir les prix les plus favorables.

Il lui peut donc disposer de fonds de roulement

considérables, et, par conséquent de très gros crédits. Etant acheteur en gros de cette « marchandise crédit » il nous semble merveilleusement placé pour la répartir au détail entre ses acheteurs syndiqués¹. De cette façon, il peut épargner à ceux-ci des formalités nombreuses, et, à la caisse de crédit mutuel, un travail considérable concernant une poussière de petits crédits.

Dans le syndicat considéré, le crédit normal consenti aux sociétaires ne dépasse pas, en principe six mois.

Les fournitures du premier semestre, en grande partie livrées sur janvier et février, sont payables le 30 juin. Les fournitures du 2^e semestre, en grande partie livrées sur août et septembre, sont payables le 30 décembre.

Les adhérents qui règlent leurs achats avant la fin du semestre bénéficient d'un escompte variant de 0,50 à 2 % suivant la date de leur règlement². Les insolubles, d'ailleurs fort peu nombreux, sont dépistés, grâce à la vigilance des dépositaires du syndicat. Ces derniers sont responsables des paiements, mais restent libres d'exiger le règlement comptant lorsqu'ils ont des doutes sur la solvabilité des demandeurs. Les risques du syndicat sont ainsi réduits au minimum et chaque cultivateur peut avoir exactement le crédit dont il a besoin, et comme importance et comme durée.

Si un adhérent, n'est pas en mesure de s'acquitter en fin de semestre, on lui fait signer un effet à 3 ou 6 mois, qui est escompté et payable à la Caisse de

(1) GILLIN (P.). « Le Crédit Mutuel Agricole ». (Compte rendu du Congrès d'Agronomie du cinquantenaire). Tunis 1932.

(2) D'après nos propres renseignements auprès de la Coopérative de vente des Agriculteurs de Loir-et-Cher ».

Crédit mutuel agricole. Pour la durée de son retard, on lui fait payer un intérêt calculé à raison de 6 % l'an ¹.

Ce crédit-marchandises est très apprécié des syndiqués et adhérents. Il leur évite d'avoir à formuler des demandes d'emprunt, — ce que beaucoup d'entre eux répugent encore à faire. Il leur épargne ensuite les formalités qu'exigerait d'eux le crédit agricole. Et, au point de vue psychologique, il leur procure une illusion dont l'effet n'est pas négligeable. Car pour la plupart d'entre eux, bénéficier d'un délai pour payer des marchandises, ce n'est pas emprunter. Et cette opinion leur fait supporter très volontiers la petite surcharge d'ailleurs à peu près inaperçue pour eux, du taux de 6 % qu'ils paient pour les sommes en retard, au lieu de 4 % que leur demanderait le Crédit Agricole.

Ainsi, vendeur au détail de la marchandise « Crédit », le syndicat l'achète en gros à la Caisse de Crédit mutuel, avec un minimum de formalités, et un maximum de sécurité, à cause des relations intimes qui existent entre ces deux formes de coopération.

De plus, les fonds ainsi avancés aux syndicats ne sont pas immobilisés; car, en contre-partie des prêts consentis, la caisse reçoit des effets bancaires, faciles à escompter.

Il s'agit bien ici de crédits en gros, car, si nous considérons un semestre, par exemple : Janvier-juin 1932, penndant lequel notre syndicat a livré environ 25 millions de marchandises, les sommes empruntées à court terme au crédit agricole se sont élevées, pendant cette période, à 13 millions et demi, les soldes

(1) D'après nos propres renseignements auprès de la coopérative de vente des agriculteurs de Loir-et-Cher.

débiteurs à la fin de chaque mois variant entre 7 et 10 millions.

Loin d'être un danger pour la Caisse, ce gros crédit à un même organisme constitue en même temps qu'une simplification de travail et de surveillance, une augmentation de sécurité, les comptes du syndicat étant connus de la Caisse jusque dans leurs moindres détails.

Cette façon de procéder est loin d'être contraire aux principes mutualistes du Crédit mutuel et à l'objet de son activité, puisque les crédits consentis en gros vont bien, dans leur détail, aux cultivateurs syndiqués, en s'adoptant aux besoins de chacun d'eux avec le maximum de précision.

*
**

Après la coopérative d'achat, voyons maintenant la coopérative de vente et de transformation.

Il en est dont, le fonds de roulement n'est jamais très élevé. Ce sont celles qui vendent au jour le jour des denrées périssables, comme le lait en nature, les légumes frais etc... L'acheteur les paie comptant et les fonds sont distribués aux coopérateurs une fois ou deux par mois.

A la différence des groupements d'achat, les sociétés résolument orientées vers la production, la transformation ou la vente trouve dans leur cadre même, la garantie de leur spécialisation professionnelle.

Il convient d'ailleurs de dissiper, sur le caractère de ces sociétés, toute équivoque, en rappelant le caractère individuel, ou, plus exactement, familial, de l'exploitation agricole. Les coopératives de production n'ont aucun rôle appréciable dans ce qui est la

tâche principale de l'agriculteur. C'est pour la défense de l'exploitation individuelle que leur concours intervient. Il s'agit donc, en réalité, de transformation et de vente. Les coopératives de transformation sont, d'ailleurs, beaucoup plus nombreuses, plus puissamment organisées, et aussi d'une efficacité beaucoup plus éprouvée que les organismes de vente.

Souvent, d'ailleurs, la vente en commun des produits intervient comme une suite des opérations transformatrices.

On peut donc se représenter l'effort le plus important, le plus précieux, de la coopération agricole comme un vaste essai de renouvellement de l'Industrie rurale.

Mais, s'il s'agit de produits stockés (céréales, légumes secs, fruits, ou de produits à transformer) (conserves de légumes ou de fruits etc...), les coopératives doivent disposer de fonds de roulement très importants; car leurs sociétaires ont généralement besoin d'acomptes avant que leurs marchandises ne soient vendues. C'est le cas, en particulier, pour le stockage du blé, surtout lorsque les coopératives, observant la discipline professionnelle, décident, pour éviter l'effondrement des cours, de rester un ou plusieurs mois sans vendre.

La forme que doit adopter un groupement qui veut effectuer la vente ou la transformation du blé est la forme coopérative. Certains cependant ont commencé à organiser la vente sous la forme syndicale.

Le cahier des Charges des Contrats de Stockage publié au journal Officiel du 16 juillet 1931 ¹ faisait res-

(1) *Journal Officiel* du 16 juillet 1931.

sortir les inconvénients que présente la formule syndicale lorsqu'il s'agit de stockage et de vente des produits récoltés par les adhérents; il incitait les groupements qui voulaient souscrire des contrats de stockage avec le Ministère à adopter la forme coopérative. Il est apparu, en effet, faisait remarquer le Ministère de l'Agriculture, que les syndicats sont exposés à de sérieuses difficultés pratiques. Les groupements qui ont souscrit des contrats doivent, pour éviter les dangers de brusques variations de cours, payer le blé de leurs adhérents à un prix moyen trimestriel qui correspond aux obligations imposées par l'échelonnement. Dans la pratique ils donnent à leurs adhérents, au moment de la livraison, un acompte, qui est complété en fin de trimestre, ou en fin d'année, par une ristourne.

« Or le syndicat, de par sa condition juridique, ne
« peut pas distribuer de ristourne à ses adhérents.
« En outre, il éprouve de graves difficultés pour se
« procurer les fonds indispensables à son fonctionnement; lors de la constitution du stock, il lui
« faut des disponibilités pour avancer l'argent nécessaire aux adhérents qui livrent leur blé. Ce pa-
« pier des syndicats n'étant pas bancable ne peut
« être présenté à l'escompte auprès des établissements de crédit, il leur est donc très difficile de se
« procurer l'argent dont ils ont besoin » ¹.

Toutes ces raisons sont valables, même si le groupement ne souscrit pas un contrat de stockage avec le Ministère, et qu'il veuille simplement échelonner régulièrement, les ventes au cours de la campagne, ce qui doit être le but normal de tout groupement de vente.

(1) Le Cahier des Charges des contrats de stockage publié au *Journal Officiel* du 16 juillet 1931.

Aussi la forme syndicale, qui présente par ailleurs des avantages indéniables, nous semble-t-elle, pour la vente du blé, devoir être abandonnée.

C'est pourquoi, bornant notre étude au financement collectif nous envisagerons simplement le cas des coopératives.

Pour le financement de ses stocks, la coopérative a recours aux formes de crédit mobilisables par effet-warrant commercial, warrant agricole, effets de commerce billets à ordre ou traite.

Warrant Commercial. — Le warrant commercial suppose que le blé a été déposé dans des magasins généraux régulièrement agréés. Ce procédé n'est pas d'un usage courant, mais il faut tout de même le signaler. Son développement est lié au développement des magasins généraux et à la création de magasins annexes également agréés. Le blé étant une marchandise lourde, difficile à transporter, et le nombre des grands magasins généraux limité, on pourrait multiplier les magasins annexes.

Le Warrant commercial présente l'avantage d'être très mobilisable.

Le blé tient lieu d'une signature et la Banque de France accepte de réescompter le papier portant comme deuxième et troisième signatures celles de la coopérative et celle d'une caisse régionale ou d'un établissement de crédit¹.

Toutefois, il faut signaler que la Banque d'Emission n'admet pas le réescompte du warrant commercial si la société qui exploite le magasin général est agréée par les mêmes administrateurs que la coopérative. Elle refuse, même dans ce cas, de réescomp-

(1) Association Générale des Producteurs de Blé. « L'organisation du stockage et le Financement de la récolte de blé », pag. 40.

ter le warrant commercial dans les conditions ordinaires d'un effet de commerce. Elle considère alors qu'il n'y a pas dépossession effective du gage.

Il est fatal, cependant, que les sociétés créées par les coopératives pour la gestion d'un magasin général s'appuient sur les mêmes animateurs que la coopérative elle-même.

Il serait désirable que la Banque de France acceptât de réescompter ce papier, comme warrant, ou tout au moins comme un effet de commerce avec trois signatures, ou bien qu'elle rédigeât un règlement, fixant sur les garanties que les sociétés gérantes des magasins généraux, dans leurs rapports avec les coopératives, doivent lui apporter.

Warrant agricole ¹. — La question s'est posée de savoir si le warrant devait être établi au nom du producteur ou au nom du groupement. A notre avis, la question est logique, si l'on a affaire à un syndicat qui n'agit que comme mandataire de ses membres; elle ne se pose pas pour une coopérative qui agit pour son propre compte, sauf dans le cas exceptionnel de la vente sur ordre, où le producteur reste propriétaire du blé. Dans les autres cas, la coopérative est véritablement propriétaire de la marchandise livrée, à partir du moment où celle-ci est déposée dans ses magasins; le producteur reste créancier de la coopérative jusqu'au règlement définitif.

Nous ne parlerons donc ici que des warrants établis au nom de la coopérative (art. I, paragraphe 2 de la loi du 30 avril 1906). Ce warrant doit être établi par le greffier de la justice de paix de la localité où la coopérative a son siège social.

(1) Jacques LOCKHART, « Emploi par les Coopératives de stockage, des warrants agricoles », pag. 4. Paris 1933.

Effets de commerce. — En général, la coopérative souscrits des billets à ordre, qui peuvent être endossés, soit par des caisses de crédit, soit par des établissements de crédit.

Dans certains cas, des coopératives ont employé un moyen indirect de financement du stock collectif, les coopérateurs tirent sur leur coopérative des traites échelonnées, qui sont acceptées par la coopérative. Ces traites peuvent être présentées à l'escompte des banques, par les soins du coopérateur, ou même de la coopérative. Ce procédé ne peut être pratiqué que s'il s'agit de livraisons de quantités de blé importantes, et pour des producteurs ayant un peu l'habitude des usages bancaires. Il ne semble pas que, pour les quantités inférieures à 100 quintaux, il puisse être d'une application facile.

Dans la pratique, les deux systèmes les plus communément adoptés par les coopératives sont, soit le warrant agricole, soit le billet à ordre; nous allons étudier maintenant le mécanisme de leur escompte.

Escompte du papier. — Jusqu'ici, qu'il s'agisse d'un warrant agricole ou d'un effet, les conditions de l'escompte n'ont pas été très différentes. En fait, le gage constitué par le blé en magasin n'a pas joué le rôle qu'il aurait dû jouer normalement, et qu'avait prévu le législateur de 1906. Le plus souvent, nous le verrons, les établissements de crédit n'en ont tenu aucun compte, exigeant, pour le warrant, trois signatures comme s'il s'agissait d'un effet.

En général, les coopératives s'adressent, pour escompter leurs effets ou warrants, aux caisses de crédit agricole. Celles-ci se répartissent en deux groupes, selon qu'elles ont reçu ou qu'elles n'ont pas reçu d'avances de l'Etat.

a) *Caisses de crédit ayant reçu des avances de l'Etat.*

Dans ce cas, l'effet, ou warrant, établi au nom de la coopérative est endossé par la caisse locale, par la caisse régionale, puis réescompté auprès de la Caisse Nationale, qui joue, dans ce cas le rôle capital. Notons, d'ailleurs, que la signature de la Caisse locale qui, parfois, ne représente qu'une surface financière assez restreinte — est nécessaire, aux termes de la loi du 5 août 1920. Mais la Caisse Nationale tient compte, dans une large mesure, de la valeur du blé.

La Caisse Nationale peut elle-même, soit conserver ce papier en portefeuille, soit le réescompter auprès des établissements de crédit. On sait que la Caisse Nationale, étant un établissement public, ne peut réescompter directement ce papier auprès de la Banque de France. Mais il lui est possible, en cas de besoin, de trouver auprès de grands établissements de crédit, ayant des disponibilités importantes, le débouché nécessaire.

La caisse Nationale de Crédit Agricole a, d'ailleurs, accordé aux caisses régionales toutes les facilités pour le réescompte du papier des coopératives. Elle a réescompté celui-ci à un taux supérieur seulement de 0 fr. 10 % au taux d'escompte de la Banque de France¹. Afin d'éviter les frais de renouvellement, elle a accepté que les billets soient établis directement pour 6 mois.

Les Caisses Régionales peuvent aussi escompter les effets ou warrants (munis de trois signatures), soit auprès des succursales régionales de la Banque de France, soit auprès des établissements de crédit. (C'est

(1) Association Générale des Producteurs de Blé. « L'organisation du stockage et le financement de la récolte de Blé », pag. 42. Paris 1932.

ce qui arrive, si les Caisses Régionales n'ont pas reçu d'avances de l'Etat; ce cas est développé dans le paragraphe suivant).

b) *Caisses de crédit n'ayant pas reçu d'avances de l'Etat.*

L'effet ou warrant établi au nom de la coopérative est endossé par la Caisse locale et la Caisse Régionale de Crédit Agricole. Celle-ci peut réescompter ce papier auprès des succursales de la Banque de France ou des établissements de crédit. Dans ce cas, chaque signature doit garantir *intégralement* le montant de l'effet. Si l'une des signatures n'est pas suffisante, on peut la compléter, soit par un dépôt de titres, soit par des avals individuels. Nous reviendrons, d'ailleurs, sur cette question.

La Caisse Régionale pouvait également s'adresser à la Caisse Centrale de la rue d'Athènes, qui conservait ce papier en portefeuille, ou le réescomptait. Avant les accords du 1^{er} août 1931, la Caisse Centrale donnait la première signature pour les coopératives qui n'étaient pas situées dans l'Île de France, afin que le papier présenté par la Caisse Régionale à l'escompte de la Banque de France ou des Etablissements de crédit ne fut pas « dépaycé ».

Par les accords du 1^{er} août, la caisse Centrale avait obtenu des facilités de réescompte auprès des établissements de crédit et pouvait être présentatrice à la Banque de France du papier portant la signature d'une Caisse Régionale.

S'il s'agissait d'un warrant agricole, émanant d'une coopérative ayant souscrit un contrat de stockage, la Caisse Centrale n'exigeait pas que chaque signature en garantît intégralement le montant. Elle tenait compte, dans une certaine mesure, de la valeur du

blé en magasin, qui pouvait venir compléter l'insuffisance éventuelle d'une des trois signatures. Bien que le warrant agricole n'ait pas encore été considéré par la Caisse Centrale comme ayant une valeur comparable à celle du warrant commercial, les facilités accordées par la Caisse Centrale pouvaient permettre d'espérer un financement de la récolte plus souple, basé sur les contrats de stockage souscrits entre Ministère et groupement agricoles. C'est véritablement alors du crédit réel, et non plus du crédit sur caution. A défaut de la Caisse Centrale, dont on connaît les difficultés, les coopératives ont dû s'adresser au crédit bancaire. Or les établissements de crédit ont toujours considéré, à part quelques rares exceptions, les warrants agricoles comme de simples effets. L'opération n'est sans doute pas de même nature, au point de vue financier, que celle de la coopérative d'achat. Ici, le risque est nul, puisque le prêteur a entre les mains, sous forme de marchandises, le gage matériel qui garantit sa créance. Mais si l'opération financière est différente, le service rendu au Crédit agricole par la coopération est exactement du même ordre, puisqu'il s'agit, ici encore, de la répartition détaillée d'un Crédit consenti en gros par la Caisse, dans des conditions qui assurent au mieux la sécurité de ses opérations et la facilité de son travail.

Nous n'insisterons donc pas davantage sur cet aspect de la question. Nous en signalerons un autre, dont l'importance n'est peut-être pas moins grande.

Si nous prenons comme exemple le fonctionnement envisagé pour une coopérative de stockage de blé, nous voyons que les mouvements de numéraire nécessaires à son activité sont réduits au minimum.

Les acomptes versés aux adhérents, le jour de la livraison de leur blé, aussi bien que les soldes payés en fin d'année, doivent faire l'objet de simples virements entre le compte du cultivateur à la Caisse de Crédit et celui de la coopérative. Pour ceux qui ont un besoin immédiat de numéraire, la proximité matérielle de la Caisse de Crédit et du silo à blé leur permet de s'en procurer sans aucun retard.

Cela suppose que tous les coopérateurs ont un compte au Crédit Mutuel. C'est à peu près vrai pour quelques départements. « Pour ceux qui n'usent pas encore de cet instrument d'épargne et de paiement, la pratique de la coopération les amènera peu à peu à l'employer » ¹.

Elle sera pour tous un puissant moyen d'éducation, qui amènera au Crédit Mutuel ceux qui, par ignorance ou prévention, s'abstiennent encore d'y avoir recours.

Cette propagande par le fait est, nous n'en doutons pas, extrêmement fructueuse pour les Caisses de Crédit, et, par conséquent, pour le progrès de l'idée mutualiste et le bien-être de la population rurale.

*
**

Il nous reste à mentionner le service primordial rendu aux caisses agricoles par les organisations syndicales.

C'est le plus ancien de tous, et il est aujourd'hui à peu près oublié. La justice nous fait un devoir de le rappeler ici. C'est que les Caisses de Crédit ont été, presque partout, créées sous les auspices des syndicats agricoles. Ces derniers ont commencé l'éduca-

(1) ALBERTINI (P. M.). « Le développement des banques populaires en France ». Paris 1926, pag. 33.

tion mutualiste des cultivateurs et rendu possible l'éclosion de la coopération-crédit, qui devait par la suite, leur rendre de si éminents services.

Il faut remonter au XVII^e siècle pour voir apparaître la notion de crédit appliqué à l'agriculture.

Colbert, dans son testament politique, indiquait à Louis XIV qu'elle était, selon lui, la voie à suivre pour le développement de l'agriculture en France, et notamment du labourage qui était, disait-il, « la plus grande richesse de l'Etat ».

Une commission constituée sous la présidence de M. de Vergennes recharcha le moyen d'organiser le crédit agricole, mais c'est surtout à partir de 1830 et surtout de 1848 que l'on se préoccupe de venir en aide aux travailleurs. Saint-Simon et son disciple Enfantin proclament que la propriété, étant une fonction sociale, doit être confiée par l'Etat aux plus capables.

Fourier veut rendre « le travail attrayant » et remplacer le salariat par un système de propriété associant le Capital, le Travail et le Talent, et répartissant entre eux les bénéfices dans une proportion déterminée.

Buchez¹, qui peut être considéré comme le fondateur de la coopération de production, affirme que tous les hommes étant égaux devant Dieu, doivent être aussi devant l'Etat. On pose le principe du droit au travail, avec l'aide de l'Etat. Louis Blanc constitue une commission d'employeurs et d'ouvriers, pour former l'Association ouvrière financée par l'Etat, à concurrence de 3 millions de francs².

(1) MHEDENATZ (G.). « Histoire des Doctrines coopératives », Paris 1933, pag. 45.

(2) MLADENATZ (G.). « Histoire des Doctrines Coopératives », Paris 1933, pag. 51.

Proudhon envisage la création d'un crédit agricole gratuit basé sur la mutualité; il pense, comme Bernardin de Saint Pierre l'avait déjà déclaré au XVIII^e siècle, que la terre doit appartenir à celui qui la cultive, et s'attaque au droit que confère la propriété de percevoir sans travail des revenus, rentes, intérêts, fermages.

Le Parlement se préoccupe de ce courant d'opinion de plus en plus puissant, et dès 1845, un vœu est émis en faveur de l'organisation du crédit mobilier agricole.

En 1848, M. Tourret, Ministre de l'Agriculture et du Commerce dans le Cabinet Cavaignac, après avoir fait voter une loi instituant un enseignement agricole à trois degrés, dépose un projet, de création du crédit agricole en France, permettant de consentir aux agriculteurs et à leurs associations des prêts remboursables par annuités, exclusivement destinés à des améliorations agricoles durables. Ce projet est abandonné plus tard.

En 1860, le Second Empire crée une Banque centrale, le Crédit Agricole. C'était là une mauvaise conception; car, au lieu de fonder des petits groupements à faible rayon, en rapport direct avec l'agriculteur, on instituait une organisation centrale, inconnue des paysans, et ne pouvant pas apprécier les garanties qu'ils pouvaient offrir. Aussi cet essai devait rapidement échouer, et, en 1876, la Banque était déclarée en faillite, sa situation s'étant encore aggravée, à la suite de la spéculation sur le papier égyptien.

D'autres tentatives de ce genre, dues à l'initiative privée, montrèrent que le Crédit agricole ainsi organisé ne pouvait réussir (Banque populaire fondée

par Léon Say, Carnot père, Jules Simon et Casimir Périer, entre autres).

Mais on assistait, en même temps, en Allemagne, à la naissance d'un mouvement qui devait servir de base à toute l'organisation actuelle du Crédit agricole.

Raiffeiseïn, maire d'une petite commune rhénane, inspiré par un idéal d'aide mutuelle et de charité chrétienne, profitant d'une période de disette et de misère, créait en 1854, une Société de Bienfaisance et de placement pour les ouvriers sans travail, qu'il transformait peu à peu en coopérative de crédit (1864) ¹.

Les institutions du type Raiffeisen reposent sur les principes suivants : ² caractère moral et religieux, absence de parts sociales, non répartition des bénéfices, qui sont accumulées pour former un capital invisible, circonscription limitée au village ou à la paroisse, responsabilité solidaire et illimitée des membres, fonctions gratuites des administrateurs. Elles ne font pas toujours seulement des opérations de crédit, mais aussi parfois des achats ou des ventes en commun.

Les Caisses Raiffeisen se sont de plus en plus développées, et groupées en unions, et caisses du second degré.

Un autre essai, également couronné de succès, était aussi tenté vers la même époque, par un autre Allemand, Schultze-Delitsche, le père de la coopération en Allemagne ³. Il créait aussi des coopératives de

(1) MLADENATZ (G.). « Histoire des Doctrines coopératives ». Paris 1933, pag. 92.

(2) FAGNEUX (Louis). « La caisse de crédit Raiffeissen; le raiffeisemisme en France et à l'Etranger ». Paris, 1922, pag. 54.

(3) SCHULZE-DELITZCH, « Les Banques d'avances et de Crédit ». (Annuaire International du crédit public, 1861). Paris 1862.

crédit, faisant également parfois d'autres opérations, mais reposant sur des principes quelque peu différents de ceux des Caisses Raiffeisen : apport d'un capital constitué par des parts de valeur assez élevée (100 marks à l'origine) souscrites par les sociétaires qui ne sont responsables que du montant des parts souscrites, intérêt limité au capital, répartition des bénéfices proportionnellement aux opérations faites avec la Société et non raison du capital souscrit.

Ces coopératives, à plus vaste circonscription que les Caisses Raiffeisen, se sont développées surtout parmi les artisans et les petits industriels ou commerçants.

Haas ¹, à la fois disciple de Raiffeisen et de Schultze a continué leur œuvre, en orientant les institutions vers un type mixte : caractère religieux et moral, moins accentué des caisses de crédit, importance donnée au capital social, tout en maintenant la responsabilité illimitée des membres.

Ces initiatives ne laissaient pas indifférentes les autres nations.

Vers 1860, en Italie, Luzzati créait ses premières banques populaires; en 1883, Wollemborg, ses caisses rurales. La Belgique en 1884, l'Autriche en 1885, la Hongrie en 1888, la Bohême, etc... fondaient également des institutions de crédit agricole basées sur ces principes coopératifs.

La France suivait avec intérêt l'essor de l'idée mutualiste à l'étranger, et, dès 1892, Jules Méline cherchait à y organiser le crédit agricole en montrant les bases sur lesquelles il doit reposer. « Il répugne, « écrivait-il, à l'homme de la campagne d'aller de-

(1) MLADENATZ (G.). « Histoire des doctrines coopératives ». Paris 1933, pag. 103.

« mander de l'argent à une grande banque, de la
« ville... Si vous voulez que l'agriculteur s'adresse aux
« sociétés de crédit, il faut que ces sociétés puissent
« être considérées comme son œuvre à lui, il faut qu'il
« puisse dire : cette banque est la mienne, l'argent qui
« s'y trouve est à moi, et c'est dans ma propre bourse
« que je viens puiser ».

Divers essais privés sont alors tentés à nouveau.

Le centre fédératif du Crédit populaire, présidé par Eugène Rostand exerce une propagande dans toute la France. Un avocat de Lyon, Durand¹, provoque la création de caisses rurales basées sur les principes des caisses Raïfessen, mais n'étant pas exclusivement agricoles, et admettant comme elles, parmi leurs sociétaires des agriculteurs, des petits commerçants et des artisans; ces caisses se groupent ensuite en une Union de caisses rurales et ouvrières à responsabilité illimitée.

Jules Méline et Albert Viger parviennent alors, après étude de plusieurs années d'une Commission extra-parlementaire, à faire voter la loi du 5 novembre 1894, qui a permis la constitution de sociétés de crédit agricole distinctes des syndicats agricoles.

La loi du 5 novembre 1894, portant création de caisses locales, a été d'une importance capitale. Elle a autorisé, soit entre la totalité des membres d'un ou de plusieurs syndicats professionnels agricoles de la loi de 1884, soit entre une partie des membres de ces syndicats, la formation de sociétés de crédit agricole, sortes de sociétés anonymes à capital et personnel variables spéciales, auxquelles on a évité les nombreuses formalités de constitution prévues par le Code de commerce pour les sociétés ordinaires, dont

(1) VAUX (A.). « Les Caisses Durand ». Paris 1928, pag. 24.

l'objet exclusif est de faciliter les opérations concernant l'industrie agricole, effectuées par les syndicats ou les membres de ces syndicats. On a précisé plus tard qu'elles ne devaient servir qu'à faciliter la production agricole.

Le crédit agricole était, dès lors institué; il reposait sur de petites sociétés ne possédant qu'un faible capital versé par leurs membres, et n'ayant, par la suite, qu'une capacité très limitée.

Il n'avait pas ainsi de ressources suffisantes pour se développer, bien que la loi du 20 juillet 1895 ait autorisé les Caisses d'épargne à consacrer le cinquième de leur capital et la totalité de leurs revenus à des sociétés de crédit agricole.

Mais peu après, la loi du 17 novembre 1897 ayant approuvé la convention du 31 octobre 1896 qui renouvelait le privilège d'émission de la Banque de France, le législateur, sur l'initiative de M. Jules Méline, constitue la dotation dont le Crédit agricole avait besoin.

Dans ce but, la loi du 31 mars 1899 a prévu la création de caisses régionales de crédit agricole, ayant pour objet de faciliter les opérations des caisses locales, et elle a décidé que l'avance de 40 millions de francs et la redevance annuelle à verser au Trésor par la Banque de France, en vertu de la convention de 1896, seraient mises à la disposition du Gouvernement pour être attribuées, à titre d'avances sans intérêts, aux caisses régionales de crédit agricole.

Ces caisses régionales sont des groupements de caisses locales. Elles escomptent les effets souscrits par les membres des caisses locales et garantis par elles, et consentent à ces dernières des avances pour fonds de roulement. Elles peuvent réescompter tout ou partie de leur portefeuille à la Banque de France

ou aux grands établissements de crédit. Elles sont au nombre de 100. Mais, par suite des besoins nouveaux de l'agriculture et du développement d'une classe de moyens et petits propriétaires ruraux, il fallut bientôt étendre l'objet des caisses de crédits agricoles. C'est ce qu'on prévu les lois du 29 décembre 1906 et du 19 mars 1910.

La loi du 29 décembre 1906 a autorisé les caisses régionales à consentir aux Sociétés coopératives de de vente des produits agricoles, des prêts dont la durée pouvait atteindre 25 ans et le montant s'élever au double de leur capital versé.

il s'agissait donc là d'un crédit collectif et à long terme.

La loi du 19 mars 1910 a institué le crédit individuel à long terme. Elle a permis de prêter aux membres d'une caisse locale, pour un délai maximum de 15 ans, une somme ne pouvant dépasser 8.000 francs, et destinée à faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la reconstitution de petites propriétés rurales.

Les caisses de crédit agricole du premier et du second degré étant ainsi créées, et ayant déjà des attributions importantes, l'expérience a montré peu-à-peu qu'il était utile de placer au-dessus d'elles un organisme central autonome, chargé de coordonner leur action, de contrôler leur fonctionnement et de gérer la dotation du crédit agricole.

Jusqu'alors, cette mission avait été assumée, pour partie tout au moins, par un service faisant partie de l'administration centrale du Ministère de l'Agriculture. L'attribution des avances devait, à cette époque, être réalisée conformément aux règles de la comptabilité publique, ce qui comportait des forma-

lités ayant pour résultat de retarder souvent de plusieurs mois le paiement des sommes destinées aux différents groupements intéressés, et empêchait de connaître rapidement la situation de la dotation du crédit agricole. De tels retards gênaient considérablement le fonctionnement des institutions de crédit et des coopératives agricoles.

Il a fallu cependant attendre la fin de la guerre pour créer l'organisme central du crédit agricole devenu indispensable. C'est, en effet, la loi du 5 août 1920, qui en même temps qu'elle a réalisé la codification de toutes les lois antérieures sur le crédit agricole, a institué, sous forme d'un établissement public, pourvu de l'autonomie financière, la Caisse nationale de crédit agricole, « Et c'est ainsi que l'échange perpétuel des services matériels et moraux entre les deux formes de coopération exalte l'action fécondante de chacune d'elles pour le plus grand bien de l'agriculture ¹ ».

(1) BROCARD (Lucien). « La coopération et le mouvement coopératif », pag. 59, Paris 1927.

CHAPITRE III

CRITIQUE ET AVENIR

Il n'y a pas de statut juridique définitif et complet de la coopération agricole; cela signifie non seulement que les agriculteurs peuvent se réclamer d'une manière assez large de la libre convention, mais aussi que les limites entre leurs propres groupements et ceux qui pourraient en usurper le titre ne sont pas dégagées encore avec assez de netteté et de vigueur.

L'Etat n'accorde d'encouragements qu'à certaines catégories de coopératives, et diverses lois ont fixé les règles spéciales auxquelles devaient se conformer ces sociétés pour bénéficier de ces encouragements. Ces règles sont assez variables, suivant les catégories de coopératives que le législateur a voulu encourager : coopératives de consommation, coopératives ouvrières de production, d'habitations à bon marché; de crédit agricole, hôtelier, maritime, crédit aux petits commerçants, etc...

Ainsi la loi du 7 mai 1917, autorise les sociétés coopératives de consommation à faire des opérations avec des tiers, alors, que les coopératives agricoles ne peuvent faire d'opérations qu'avec leurs sociétaires, lorsqu'elles désirent recevoir des avances des sociétés de crédit agricole mutuel. Ces dernières sociétés, qui sont, en réalité, des coopératives de crédit, sont régies, ainsi que les sociétés coopératives

agricoles de production, de vente et d'achat en commun en rapport avec elles, par la loi du 5 août 1920.

Cette loi a précisé les conditions auxquelles devaient satisfaire ces sociétés. D'une façon générale, ces conditions sont celles que doivent remplir les sociétés pour avoir le caractère coopératif. Elles ne peuvent vendre ou transformer que les produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés. Les parts sont nominatives, et leur remboursement ne doit pas excéder leur prix initial. Aucun dividende n'est servi au capital. Le taux d'intérêt servi aux parts ne doit pas excéder 6 %.

Les excédents de recettes, après paiement des frais généraux et prélèvement effectué pour les réserves, ne peuvent être répartis aux agriculteurs que proportionnellement aux opérations effectuées par eux avec la société. En cas de dissolution, l'excédent d'actif ne peut qu'être réparti de la même façon ou être affecté à une œuvre d'intérêt général.

Indépendamment de la loi du 5 août 1920, les deux lois du 30 décembre 1922 et 12 juillet 1923 ont réglementé l'organisation et le fonctionnement des coopératives agricoles, et donné la personnalité juridique à celles qui sont constituées sous forme de sociétés civiles agricoles.

Avant la loi du 12 juillet 1923, on pouvait se demander si les coopératives avaient la possibilité de se constituer en application des règles sur les sociétés ou de se placer sous le régime des associations. Si l'on examine la définition que donne de la société le Code civil, dans son article 1832, et celle que donne de l'association la loi du 1^{er} juillet 1901, on voit que la société a essentiellement un but lucratif et l'association un but désintéressé.

En effet, le Code Civil, dans son article 1832, définit ainsi la société : « La société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter ». D'autre part, la loi du 1^{er} juillet 1901 donne de l'association la définition suivante : « L'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices ».

Il semblerait donc que les coopératives devraient être considérées plutôt comme des associations, la caractéristique d'une société coopérative étant de ne pas réaliser de bénéfices. Mais ces dernières ont une capacité juridique trop limitée pour que les coopératives puissent utilement adopter leur régime.

Certaines sociétés coopératives de consommation se sont bien constituées sous la forme d'association régie par la loi de 1901, mais elles n'ont pas de capital, leur capacité est restreinte, et elles ne peuvent faire alors que des opérations limitées.

En ce qui concerne les coopératives agricoles, les lois du 30 décembre 1922 et du 12 juillet 1923 ont prévu que les coopératives visées par la loi du 5 août 1920 peuvent se constituer sous le régime des sociétés civiles particulières, régies par les articles 1832 et suivants du Code civil ou dans les formes prévues par la loi du 24 juillet 1867 et les lois ultérieures sur les sociétés anonymes à capital variable.

La loi du 5 août 1920, art. 23, détermine les exigences auxquelles doivent répondre les sociétés qui bénéficient des avances du Crédit agricole.

Là, se borent ses sanctions directes.

Les sociétés qui se suffisent à elles-mêmes (il y en a on le sait, un assez grand nombre) peuvent, en principe, établir librement leurs status, sans doute ne saurait-il être question d'une liberté illimitée. Les fausses coopératives, si elles ne sont pas toujours aisément décelables, ne laissent pas, quand leur caractère irrégulier, frauduleux est nettement établi, d'encourir des sanctions civiles ou pénales, selon les cas.

Il y a certains exemples particulièrement évidents. Un groupement commercial qui, usurpant le nom de coopérative agricole, aurait induit ses acheteurs en erreur, à la fois sur sa propre qualité et sur l'origine de ses produits, s'exposerait à des poursuites, dans des conditions, d'ailleurs, assez diverses selon le caractère des manœuvres employées.

Mais, à côté d'espèces aussi nettes, il en est d'autres qui peuvent laisser place à des graves incertitudes. Tant que, à l'égal de la propriété d'un titre, d'une origine, le droit à la dénomination de coopérative agricole ne sera pas réglementé, il pourra paraître excessif de condamner comme fausse coopérative, une société qui aura pris ce titre, sans s'être tout à fait exactement conformée à l'intégralité des dispositions de la loi de 1920, dont on a vu le but et la portée exacte.

Seulement, par le décret du 16 juillet 1935, décret fixant le statut fiscal des coopératives agricoles, les mesures qui ont été prises ont pour but de protéger les véritables sociétés coopératives agricoles contre la concurrence d'entreprises qui prendraient le même titre, sans se conformer aux mêmes règles. Désormais, seront seules autorisées à prendre le titre de sociétés coopératives agricoles les sociétés constituées conformément aux dispositions de la loi du 5

août 1920 sur le crédit mutuel de la coopération agricole des lois du 30 décembre 1922 et du 12 juillet 1923.

Ces sociétés peuvent dans l'une des formes prévues par l'article premier de la loi du 12 juillet 1923, constituer entre elles des unions qui bénéficieront du même régime juridique et fiscal que les coopératives qui les composent.

Les statuts de ces sociétés coopératives devront être approuvées par le Ministre de l'Agriculture, après avis du conseil supérieur de la coopérative agricole. L'agrément ainsi donné pourrait-être retiré, si la coopérative cessait de fonctionner conformément aux conditions fixées par la loi.

*
**

Une nouvelle série de décrets-lois faisant suite à ceux du mois de juillet vient compléter la législation sur le Crédit Agricole.

En effet, nous voyons dans le journal officiel du 29 septembre 1935 les modifications apportées par le décret-loi du 28 septembre à la législation sur le Crédit Mutuel; ce décret-loi ayant été promulgué à la suite de l'étude faite par la commission des offices sur le fonctionnement du Crédit Agricole, et en tenant compte de ses conclusions.

Celles-ci avaient été analysées et commentées dans le rapport de M. Maurice Palmade¹ au Congrès de Toulon les 13, 14, 15, 16 juin dernier, qui les avait classées en celles qui pouvaient être acceptées par les Caisses de Crédit agricole et celles qui devaient être résolument rejetées.

(1) XXIII^e Congrès National de la Mutualité et de la Coopération Agricoles. Toulon, 13-16 juin 1935. — « Le Statut du Crédit Agricole ». M. Palmade, pag. 26.

Parmi ces conclusions, nous notons les suivantes :

« Considérant que le principe fondamental sur lequel repose le statut actuel du Crédit agricole est l'autonomie, le Congrès est d'avis que toutes réformes doivent être faites sur le point de savoir si la Commission des Offices avait à examiner la situation et le fonctionnement de la Caisse nationale de Crédit agricole, Etablissement public de l'Etat, qui ne saurait en aucune façon être assimilé à un Office.

« — Que des conclusions de la Commission des Offices, confirmant la fidélité au principe d'autonomie, seules peuvent être retenues les conclusions de cette commission qui sont conformes à ce principe.

« — Qu'il en est ainsi de celles qui, sans toucher aux organes d'administration et de direction, tendent cependant à renforcer le contrôle.

« — Qu'il convient d'approuver : les dispositions interdisant les avances aux administrateurs des Caisses régionales sans l'autorisation de la Caisse nationale, et aux administrateurs des Caisses locales sans l'autorisation des Caisses régionales; les dispositions plaçant sous le contrôle de la Caisse nationale : la distribution d'intérêt par les Caisses régionales aux porteurs de parts; la réduction de capital d'une Caisse régionale et le remboursement des avances par la Caisse régionale en cas de défaillance des débiteurs : les dispositions relatives à la constitution d'un fonds commun de garantie.

Mais par contre, il ne paraît pas possible au Congrès d'accepter celles des conclusions de la Commis-

sion des Offices qui s'écartent du principe d'autonomie :

« — Que le Conseil d'administration de la Caisse
« nationale de Crédit agricole qui doit être une éma-
« nation de la Commission plénière, ne peut être mo-
« difié dans sa composition actuelle :

« — Que ne peuvent être non plus approuvées :
« les dispositions modifiant le statut administratif
« de la Caisse nationale tel qu'il a été fixé par la loi
« du 5 août 1920; celles limitant la dotation affectée
« à la Caisse nationale telle qu'elle a été fixée par
« l'article 66 de la loi du 19 décembre 1926; celles li-
« mitant le montant des avances à sept fois le mon-
« tant cumulé du capital et des réserves; celles pré-
« voyant le reversement à l'Etat par la Caisse na-
« tionale d'une partie de ses bénéfices et d'un intérêt
« sur le montant de la dotation ».

Le Gouvernement qui a promulgué le décret-loi, a tenu compte, dans l'ensemble des conclusions du rapport Palmade, approuvées par le Congrès de Toulon.

Il faut citer parmi les dispositions du décret : ¹

L'article premier stipulant que le capital des Caisses de Crédit Agricole ayant fait appel au concours financier de l'Etat ne peut être réduit sans une autorisation expresse de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

Des prêts d'argent à moyen terme sont consentis à tous les sociétaires pour l'aménagement ou la reconstitution de leurs propriétés, ces prêts étant remboursables en 15 années au maximum. Cependant, lorsqu'il n'existe pas de caisse locale, les caisses ré-

(1) Journal Officiel du 29 sept. 1935, pag. 10.524.

gionales peuvent consentir directement ces prêts divers qui ne peuvent dépasser 60.000 frs.

L'article 4 définit le but des caisses régionales. Leur but est : 1°) de faciliter les différentes opérations effectuées par les membres des caisses locales de leur circonscription et garanties par ces sociétés; 2°) de transmettre aux sociétés coopératives agricoles ou tous autres groupement les avances qui peuvent leur être consenties par l'Etat.

Dans l'article 5 nous voyons qu'il est créé un fonds commun de garantie obligatoire pour les opérations des Caisses de Crédit Agricole mutuel.

Dans l'article 7, il est indiqué que chaque année après déduction des charges et frais généraux de toute sorte, les excédents de recettes seront affectés jusqu'à concurrence des trois quarts au moins, à la constitution d'un fonds de réserve. Le projet de répartition des excédents annuels des Caisses régionales de Crédit Agricole mutuel devra être soumis à l'approbation de la Caisse nationale de Crédit Agricole.

En ce qui concerne l'élection des administrateurs des Caisses régionales de Crédit agricole mutuel, l'article 8 stipule qu'elle doit être approuvée par la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

Le même article prévoit que « des prêts à des administrateurs des Caisses régionales de Crédit Agricole mutuel ne pourront être consentis que par une délibération spéciale motivée des conseils d'administration et devront être autorisés par la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

Lorsqu'une caisse régionale a un excédent de dépôt, l'article stipule que cet excédent doit être déposé ou dans la caisse d'un comptable du Trésor

ou à la Banque de France, ou à la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

L'article 13 prévoit que le taux d'intérêt des prêts à court terme consentis par les Caisses de Crédit Agricole pour faciliter le financement des récoltes ne pourra dépasser 4 % pour l'année 1935.

Ce décret-loi, motivé par le développement incessant de la multiplicité des opérations réalisées par les Caisses de Crédit Agricole a pour but de protéger les véritables Caisses de Crédit Agricole mutuel contre la concurrence des groupements qui prendraient le même titre sans se conformer comme elles aux prescriptions légales ou réglementaires destinées à sauvegarder les intérêts de leurs emprunteurs et de leurs déposants. Il augmentera ainsi les garanties de sécurité qui sont offertes à l'épargne rurale par les Caisses de Crédit Agricole contrôlées par l'Etat.

*
**

Le problème du crédit présente une importance capitale pour le bon fonctionnement des organisations de vente et de transformation du blé. Faute d'une mise au point minutieuse de cette question, ces groupements risquent des difficultés graves. Dans la pratique, le plan théorique de financement envisagé, n'a pas donné toujours tous les résultats qu'on attendait. Tout d'abord, certaines coopératives n'ont pu faire escompter leurs effets ou warrants par des caisses de crédit ayant reçu ou non des avances de l'Etat. Parfois, en effet, les caisses régionales, sont peu importantes ou ne sont pas désireuses de faire ces opérations, chaque caisse régionale, même si elle a reçu des avances de l'Etat, par le fait qu'elle jouit

d'une autonomie et d'une responsabilité propre ne peut être contrainte à effectuer tel ou tel genre d'opération. De là, dans certains cas, des difficultés pour se procurer l'une des trois signatures nécessaires.

Pour faire présenter leur papier à l'escompte d'un établissement de crédit, les coopératives devaient remplacer les signatures de la caisse Régionale par celles d'un autre organisme, par exemple par une banque locale.

En tout état de cause, la difficulté la plus grave qui ait été rencontrée, provient du fait que Banque de France ou Etablissement de crédit exigent 3 signatures, dont chacune doit garantir intégralement le montant de l'effet ou du warrant agricole, en ne considérant le gage blé, que comme une garantie supplémentaire, ne remplaçant pas une signature.

« Cette méfiance des banques, et, en premier lieu, « de la Banque de France à l'égard du warrant agricole tient essentiellement à ce qu'elle n'ont pas « fait de différence entre le warrant agricole coopératif (collectif, pour du blé entreposé dans le magasin coopératif) et le warrant agricole individuel, « dont on sait, qu'effectivement il apporte peu de « garantie au prêteur ¹ ». Nous verrons comment les garanties offertes par les coopératives ayant souscrit des contrats de stockage avec le Ministère de l'agriculture pourraient, dans certaine mesure, apaiser les inquiétudes des établissements de crédit, et constituer la base d'une solution rationnelle du financement collectif.

Les établissements de crédit, en dehors du nombre des signatures, examinent la valeur de chaque si-

(1) DECHARME (P.), « Le Crédit agricole ». Le Temps, 23 janvier 1934.

gnature. Parfois la signature de la coopérative elle-même est insuffisante, en raison d'un trop faible capital. Trop souvent, en effet, les coopératives n'ont qu'un capital peu élevé, les souscriptions demandées aux coopérateurs étant trop minimes. Elles ne peuvent, dans ces conditions, présenter des garanties suffisantes aux établissements de crédit.

Il est donc nécessaire, que tous les groupements comprennent qu'un effort doit être fait dans ce sens et n'hésitent pas à demander aux coopérateurs la souscription d'un nombre de parts suffisants pour donner les garanties financières demandées.

D'autre part, un grand nombre de coopératives sont constituées sous la forme de sociétés anonymes à personnel et à capital variable. Le retrait possible des sociétaires est une raison de faiblesse pour le groupement.

Pour remédier à cet inconvénient, les coopératives peuvent heureusement imposer aux sociétaires une série de conditions :

— Réglementer le droit de retrait, en soumettant le retrait à l'agrément du conseil d'administration ou de l'assemblée générale.

— Prévoir un délai de préavis pour les sociétaires qui désirent se retirer.

— N'autoriser le retrait que si le sociétaire présente un successeur.

— Fixer le minimum de capital au-dessous duquel les retraits ne pourront plus être autorisés, maintenir les obligations des sociétaires au moment de leur départ pendant une durée de cinq ans.

Beaucoup de coopératives ont demandé, pour pouvoir escompter leurs effets, la signature personnelle des administrateurs et de certains sociétaires.

Il faut, d'ailleurs, rendre hommage au désintéressement avec lequel les administrateurs des coopératives ont donné leur signature. Mais cette formule, trop longtemps utilisée, n'est pas viable, du point de vue économique.

On ne peut demander indéfiniment à des administrateurs, qui ne touchent, par ailleurs, aucune rétribution de leur peine, d'engager, tout le temps, leur fortune personnelle pour garantir une œuvre d'intérêt général. Il ne serait, d'ailleurs, pas moral de demander toujours à une minorité de suppléer à l'insuffisant effort de l'ensemble des intéressés; c'est, au contraire, en exigeant de la masse des producteurs (notamment par la souscription d'un capital suffisant) qu'il soutiennent assez l'œuvre coopérative dont ils sont les bénéficiaires, qu'on donnera à la coopérative son véritable caractère.

Signalons, enfin, que certains groupements, ayant souscrit des contrats de stockage aux termes desquels le stock de blé n'est pas intégralement logé en magasin à la date de passation du contrat, ont rencontré des difficultés spéciales pour le financement de cette partie de leur stock qui était provisoirement conservée par les coopérateurs eux-mêmes. (On sait que, dans ce cas spécial, prévu par le cahier des charges, la coopérative doit loger immédiatement le tiers de la quantité totale figurant au contrat. Les deux autres tiers sont livrés progressivement, au cours de la campagne, d'après les engagements souscrits par les producteurs).

Il était intéressant que la coopérative pût avancer de l'argent aux coopérateurs qui s'engageaient à livrer, pour permettre la souscription du contrat de stockage non seulement sur les quantités immédiate-

ments livrées, mais encore sur les quantités conservées par le producteur pour être livrées ultérieurement, dans les conditions fixées par l'engagement souscrit par lui.

La coopérative d'Auxerre a résolu cette difficulté. Voici comment : ¹

Pour le stock de blé immédiatement livré, la coopérative a contracté un emprunt, dans les conditions ordinaires analysées ci-dessus.

Pour la part de stock non immédiatement livrée, le coopérateur reste, jusqu'à la livraison, propriétaire de son blé. Il souscrit alors un billet à ordre avalisé par la coopérative, qui lui permet de toucher une avance à la caisse de crédit.

Lorsque le blé est livré par le coopérateur à la coopérative, celle-ci rembourse le montant de l'effet à la Caisse Régionale. Ceci est possible, grâce à l'engagement de livraison souscrit par le producteur, et que font respecter, d'ailleurs, dans les statuts de la coopérative de l'Yonne, des sanctions et pénalités très sévères. Il y a là une formule du plus haut intérêt. Bien souvent, en effet, les coopératives, faute de logement suffisant, souscrivent des contrats de stockage selon la formule qui permet de ne loger effectivement qu'un tiers du stock à la date où est passé le contrat. Si la coopérative n'a pas hésité à prendre toutes les précautions énergiques qui garantissent la bonne exécution des engagements individuels de livraison, elle peut prendre la responsabilité d'avaliser les effets individuels; ainsi se trouve possible le financement de la partie du stock qui n'est pas immédiatement logé.

(1) Association Générale des producteurs de Blé. « L'organisation du stockage et le Financement de la récolte de blé ». Paris 1932, pag. 46.

Après avoir ainsi passé en revue les principales difficultés rencontrées, et avant d'étudier les principes sur lesquels devraient reposer, pensons-nous, le financement collectif, pour qu'il soit possible de remédier à cet état de choses, il n'est pas sans intérêt de rappeler brièvement comment on a cherché à apporter déjà quelques améliorations aux différents systèmes utilisés.

Les accords du 1^{er} août 1931. — Les difficultés du financement de la récolte ont attiré l'attention du gouvernement français. Une série de pourparlers ont eu lieu en juillet 1931 sur son initiative entre les Etablissements de Crédit, et les représentants de l'Agriculture. Les résultats en ont été résumés dans le texte suivant, communiqué à cette époque par le Ministère :

« Les producteurs de blé ont été invités par le Ministre de l'Agriculture, et par les organisations professionnelles, à ne pas provoquer, par des ventes massives et prématurées, des fluctuations spéculatives sur le marché.

« Mais le problème du blé n'est qu'un élément du problème plus général du financement de l'Agriculture, dont la solution importe aussi bien aux consommateurs qu'aux producteurs.

« En vue d'aider à cette solution, en assurant du crédit aux diverses formes d'organisations agricoles, coopératives et syndicats, le Ministre de l'Agriculture vient d'obtenir l'accord de la Banque de France, des Etablissements de Crédit, de la Caisse Nationale de Crédit Agricole et de la Caisse Centrale de la rue d'Athènes.

« Cet accord aura pour résultat de lever les obstacles qui s'opposaient jusqu'ici à la circulation du

papier des coopératives et des syndicats agricoles, et de leur assurer au minimum les ouvertures de crédit qui leur sont indispensables.

« Ces obstacles étaient au nombre de 3.

« 1) Impossibilité statutaire pour la Banque de France d'accepter comme troisième signature, sur le papier des coopératives agricoles, celle de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, qui est un établissement public.

« 2°) Limitation réglementaire par la Banque de France, comme troisième signature sur le même papier, de la signature de la Caisse Centrale de la rue d'Athènes, au cas où ce papier provient d'une coopérative de l'Île de France.

« 3°) Caractère non bancable du papier des syndicats agricoles d'approvisionnement et d'achat, les parts, et membres de ces syndicats ne souscrivant pas de parts, et pouvant, à tout moment, se retirer du syndicat.

« L'accord établi entre le Ministre de l'Agriculture et les établissements ci-dessus mentionnés dispose que :

« 1°) Pour lever le premier obstacle, les établissements de crédit, en outre, de ce qu'ils font déjà, ainsi qu'un grand nombre de banques locales, pour le papier des coopératives agricoles, escompteront, suivant les règles appliquées par eux au papier commercial, les effets portant la signature d'une Caisse locale et d'une Caisse régionale de Crédit Agricole.

« D'autre part, la Banque de France assurera le réescompte du papier qui pourra éventuellement lui être remis par les dits établissements.

« Pour coordonner et unifier leur action, les éta-

blissements de crédit, en liaison avec la Caisse Nationale de Crédit Agricole et la Caisse Centrale de la rue d'Athènes, qui leur apporteront leurs avis techniques, maintiendront entre eux un contact par des réunions de leurs représentants, en vue d'examiner en commun toutes questions concernant les opérations d'escompte du papier agricole.

« 2°) Pour lever le second obstacle, le papier des coopératives agricoles, présenté par la Caisse Centrale de la rue d'Athènes avec trois signatures, sera accepté par la Banque de France dans les conditions réglementaires actuelles, même s'il émane de ces coopératives autres que celles de l'Ile de France.

3°) Pour lever le troisième obstacle, les Caisses Locales de Crédit Agricole, après vérification réglementaire de l'objet de l'opération, endosseront le papier souscrit par les syndicats agricoles d'approvisionnement et d'achat.

« Les Caisses Régionales escompteront ce papier, qui pourra être escompté par les établissements de crédit, et réescompté par la Banque de France dans les mêmes conditions que ci-dessus »

De cet accord très général, il faut surtout retenir le second point, qui intéresse les coopératives de vente de blé.

Les facilités obtenues sont indéniables; mais, cet accord n'apportait aucune modification aux principes posés par les Banques de ne pas faire intervenir la garantie blé; il ne tient pas compte des conditions particulières résultant de la vente coopérative avec contrat de stockage, et n'a pas donné aux groupements tous les résultats espérés.

*
**

En ce qui concerne le Crédit Agricole et son fonctionnement nous aurons quelques objections à faire.

Elles concernent d'abord la durée des prêts à long terme, consentis aux coopératives.

Légalement, cette durée est de 25 ans. Pratiquement, il est rare qu'elle dépasse 15 ans. Pourtant, il ne semble pas qu'on puisse alléguer de raison sérieuse pour refuser aux coopératives qui le demanderont la durée normale de 25 ans.

En effet, certaines d'entre elles, comme les laiteries, travaillent toute l'année. Leur matériel n'est, pour ainsi dire, jamais inoccupé, et son amortissement peut être considéré comme assez rapide. Ces coopératives peuvent donc, à la rigueur, s'accommoder de la durée réduite de 15 ans pour leurs emprunts à long terme. Il n'en est pas de même pour les établissements comme, par exemple, les vineries, où est immobilisé un matériel important et coûteux, qui ne sert que pendant quelques semaines chaque année, et dont la durée pratique est extérieurement longue.

Pour ces dernières coopératives, 15 ans représentent une période d'amortissement beaucoup trop courte, et, sous peine de les mettre en fâcheuse posture, au point de vue financier, il est indiscutable de leur accorder les 25 années prévues par les règlements.

*
**

On a objecté souvent que les gros crédits consentis aux organismes coopératifs augmentent le risque des caisses; car une somme de plusieurs millions due par une simple association offre plus d'aléas pour le

prêteur que si elle était due par des milliers d'emprunteurs, les risques diminuent lorsqu'ils sont divisés.

Cela peut être vrai pour les banques et les entreprises commerciales. Ce n'est pas exact pour les coopératives et les Caisses de Crédit, lorsque ces organismes, comme c'est presque toujours le cas, fonctionnent en parfaite harmonie les uns avec les autres. Car la caisse prêteuse peut alors suivre, au jour le jour, et dans tous les détails, les opérations de la coopérative ou du syndicat emprunteur, tandis que la situation personnelle des cultivateurs et de leurs répondants lui échappe toujours quelque peu, lorsque leur nombre devient très grand. Mais, dira-t-on, cette intimité même entre la caisse de Crédit et la coopérative n'est-elle pas suspecte. Les administrateurs de l'une ne sont-ils pas souvent administrateurs de l'autre ? Dès lors, le contrôle des uns par les autres n'a-t-il pas une valeur illusoire ? Ceux qui font ces objections se laissent prendre, semble-t-il, à une fausse analogie entre les coopératives et les sociétés financières.

Pour ces derniers, la critique ci-dessous est parfaitement justifiée. Rien de pareil n'est à craindre en coopération. Car n'oublions pas que les administrateurs n'ont aucun intérêt pécuniaire dans les opérations coopératives.

En cas de succès, ils n'ont à espérer que la satisfaction du devoir accompli, avec forces critiques accompagnées souvent de soupçons et d'intrigues. En cas d'insuccès, ils risquent parfois leur honneur personnel et la totalité de leurs biens.

Ils ont donc le plus grand intérêt matériel et moral à surveiller très soigneusement les opérations

que font les unes avec les autres les sociétés dont ils ont la charge, et leur connaissance approfondie de ces sociétés est une sérieuse garantie de la parfaite correction de ces opérations, et de leur conformité aux intérêts collectifs.

Il ne faut pas perdre de vue, d'ailleurs, que les affaires traitées entre le Crédit Agricole et les coopératives donnent lieu au triple contrôle du ministère de l'Agriculture, de la Caisse Nationale de Crédit Agricole et de l'inspection des Finances; et inutile de discuter combien de contrôle est sérieux, minutieux et actif, et quelle sécurité il constitue à la fois pour les administrateurs et pour les adhérents des associations coopératives.

*
**

Mais la question la plus sérieuse que pose, dans un ordre d'idées plus général, le grand développement du Crédit Agricole, est celle de savoir si un trop grand essor de cette institution utile et nécessaire n'irait pas à l'encontre du but poursuivi. Distinguons d'abord entre les prêts collectifs et les prêts individuels. Nous avons signalé l'aide considérable apportée par le Crédit Agricole aux coopératives et syndicats agricoles. Il est cependant un fait certain, matériellement vérifiable, c'est que les coopératives, surtout en période d'organisation, vivent, la plupart du temps, à peu près uniquement sur les crédits qui leur sont alloués. On les voit fréquemment formuler des demandes de prêts à court terme destinés à payer les annuités de leurs prêts à long terme, ce qui est allé à l'encontre du vœu du législateur. Il appartient évidemment aux caisses prêteuses de met-

tre un frein à ces pratiques, qu'il ne faudrait pas laisser transformer en usage.

Pour les prêts individuels, ce n'est un secret pour personne que, depuis plusieurs années, l'agriculture française subit une crise redoutable. Ses effets continuent à se faire sentir et l'on ne peut prévoir quand reviendra la période de prospérité. Le résultat de la mévente des produits a été d'entraîner, chez le paysan, une disette à peu près complète d'argent, surtout aux époques précédant la récolte, principalement au cours des mois d'été.

La conclusion normale est qu'il a dû faire appel à des établissements prêteurs. Il l'a fait souvent à bon escient, avec cet esprit de prudence qui l'a si longtemps caractérisé, mais auquel les années de prospérité factice de l'après-guerre ont commencé à porter un rude coup. Mais il l'a fait parfois aussi avec l'espoir de rembourser après la récolte. Or celle-ci ne s'est point aussi bien vendue qu'on l'escomptait et l'effet n'a pu être soldé à l'échéance. On l'a, autant que possible, renouvelé; les caisses locales ont consenti, autant que faire se pouvait, les délais de grâce demandés; il est toutefois arrivé un moment, où des poursuites pénibles ont dû être effectuées.

Même situation pour le long terme. Tel fermier ou tel petit exploitant a fait aménager sa ferme, ou s'est décidé à acquérir une propriété commode pour lui. Le Crédit Agricole, avec ses facilités de remboursement, était, pour lui, une véritable tentation; les gains annuels ont été minuscules, et, souvent, l'emprunteur s'est trouvé devant une situation difficile. C'est pourquoi il convient, dans les années de crise que nous traversons, de ne pas engager, dans

tous les cas, et pour le plaisir de faire la statistique, le monde paysan dans la voie de l'emprunt.

C'est une politique détestable que celle qui consiste à obérer par avance, les années que l'on estime devoir être bonnes, car, souvent les espoirs ne se réalisent pas. Aussi les Caisses Régionales ont-elles bien souvent peiné et réduit le montant des demandes qui leur étaient soumises. Mais on a vu alors les emprunteurs majorer le chiffre de ces demandes, afin d'arriver, malgré tout, après réduction, à la somme désirée. C'est une pratique qu'il convient de condamner, et sur laquelle l'attention des caisses prêteuses a été attirée; c'est aussi l'indice d'une mentalité qu'il ne convient pas de voir se répandre, et qui, malheureusement, a trop tendance à se généraliser.

*
**

Tout au long de cette étude, nous avons vu les organisateurs du Crédit Agricole et de la coopération mener le bon combat en faveur de la mutualité, de la solidarité, contre l'individualisme ancestral des populations rurales. Il était impossible d'avoir une autre attitude pour grouper des énergies éparses et quelquefois antagonistes. Il est un point, néanmoins, où cette action devra s'arrêter en profondeur, si l'on veut que la grande masse des agriculteurs participe au bienfait de ces institutions. Il ne faut pas heurter et méconnaître, malgré les meilleures intentions, un sentiment profond et général, celui de la discrétion dans les affaires, qui domine les milieux ruraux, autant et plus peut-être que les milieux commerciaux.

Il faut s'adapter à cette mentalité, et, malgré les

risques de tous genres qui justifient pleinement les précautions, ne pas laisser dégénérer celles-ci en enquêtes insupportables, surtout pour l'emprunteur isolé.

Il est certain que, trop souvent, l'emprunteur préférera se mettre entre les mains d'agents d'affaires plus ou moins honnêtes, qu'il ira chercher à la ville, plutôt que de confier ses projets et ses besoins à tout le village.

En effet, tout n'est pas parfait au village. Les rivalités de la politique locale y sévissent trop souvent, avec leur cortège de méfiances et de rancunes. Les querelles de famille, les jalousies de voisins, les rancunes issues de procès, divisent, là, comme ailleurs, la population en clans ennemis. Vouloir faire régner la concorde dans un milieu trop souvent déchiré, en lui donnant conscience de la communauté des intérêts et de la puissance du groupement est une noble entreprise, mais qui ne connaîtra jamais dans les campagnes un succès absolument complet.

Il convient d'examiner, si le crédit agricole ne pourrait pas précisément élargir son rôle, tout en conservant ses principes directeurs, qui sont excellents : s'il ne pourrait pas s'offrir à tous, hors les ignorants et les réfractaires, au prix de quelques réformes dans son organisation.

La caisse locale a eu l'immense avantage d'apporter un commencement de solution au problème de l'organisation du Crédit Agricole, en le débarrassant des constructions à priori, inutilisable dans la pratique. La caisse locale est une organisation primaire, en contact avec le rural. Elle est chargée de lui faire connaître l'existence d'un secours éventuel dans le Crédit Agricole, dont elle est le dernier chaî-

non et de l'inviter à l'utiliser. A mesure que son rôle devient plus complexe, elle ne peut suffire à la tâche qui lui incombe. Il est facile certes, de trouver un président, un vice-président et autres personnages pour offrir leur patronage à la caisse locale. Il est moins aisé de découvrir dans chaque commune, l'obscur tabellion qui s'imposera des heures de présence, et l'expédition de la besogne matérielle. On trouvera, sous ce rapport, de plus grandes ressources dans le canton ou l'arrondissement.

Il faudrait développer le rôle des caisses régionales ou des caisses centrales de Crédit agricole. Elles seules, après que les caisses locales ont pris une importance et une assise suffisantes, sont aptes à faire des opérations de plus en plus complexes avec le maximum de discrétion, condition essentielle du succès, pour tout ce qui touche de près ou de loin le rural.

Les caisses locales se consacraient de préférence au petit crédit personnel comme l'achat de bétail, d'engrais, de semences, qui ne peut blesser aucune susceptibilité, mais créer au contraire cette solidarité. Les Caisses Régionales, placées à une distance plus grande, pratiqueraient le crédit personnel et réel amalgamés. Elles aideraient notamment le rural à accéder, à la propriété en exigeant de lui un gage préalable.



Mais le Crédit Agricole dispose d'une arme plus efficace que tous les moyens précédents. Ceux-ci, malgré leur excellence ne peuvent donner que des résultats éloignés et dispersés; car une action d'ensemble est difficile à réaliser.

L'art. 12 de la loi du 5 août 1920 dispose, en effet, que les Caisses régionales peuvent émettre « des « bons de caisse à échéance variable, avec ou sans « intérêt en faveur des agriculteurs domiciliés dans « la circonscription de la caisse régionale ». Nous proposons d'élargir la portée de cet article, d'en interpréter l'esprit et non pas seulement la lettre, et d'y voir un instrument efficace, donné par la loi aux caisses régionales pour trouver les ressources qui leur manquent.

Que les caisses rurales émettent ces bons de caisse, comme la loi les y autorise : qu'elles les baptisent « Bons ruraux » et qu'elles les distribuent à travers la campagne, on peut dire que c'est l'agriculture qui a sauvé la France par la constance des renouvellements, et cette âpreté native qui lui faisait placer le montant des intérêts perçus d'avance à l'achat des autres Bons.

Les objections ne manquent pas : on dira que le rôle des Caisses régionales est déjà suffisamment complexe pour ne pas y ajouter les soucis et les responsabilités d'une émission des valeurs mobilières. A cela on peut répondre que, si les Caisses ne disposent pas d'un personnel idoine pour diriger une politique financière, la Caisse Nationale de Crédit Agricole est tout indiquée pour émettre ces bons et les distribuer aux Caisses régionales. D'ailleurs, l'art. 35 de la loi du 5 août 1920, lui reconnaît expressément ce droit.

Il faudrait seulement prendre des précautions.

D'abord, il ne saurait être question d'en émettre au gré des besoins d'un moment, ou pour réaliser avec un grand luxe de dépenses un plan à priori. L'émission doit être sévèrement limitée. Elle ne peut,

en aucun cas, au moins au début, dépasser le montant des opérations d'escompte ou d'avances à court terme. La durée moyenne de ces opérations sur produits agricoles étant de dix à quinze mois, il est clair que, en émettant, dans les mêmes proportions, des Bons ruraux à deux ans, le remboursement en serait parfaitement assuré.

Le « Bon rural » se présente comme une valeur gagée sur des opérations réelles, productives, à courte échéance. Fréquemment renouvelé dans d'importantes proportions, dont on peut prévoir la constance, il sera possible « une fois qu'il sera d'un usage courant, d'en augmenter peu à peu l'émission, de façon que celle-ci égale le montant des investissements à court et à moyen terme. Arrivé à ce stade de l'émission, il serait désirable de lancer dans la circulation un type de Bon Rural à 3 ou 6 ans, dont l'échéance correspondrait à l'échéance moyenne des prêts à moyen terme »¹. Seule, une pratique assez longue, consécutive à cette expérience et une période de calme et de prospérité permettraient d'accroître encore l'émission et de mobiliser peu à peu les investissements à long terme. La forme d'un emprunt amortissable en 30 ans, serait alors indiquée. L'avantage du Bon rural ne serait pas seulement de donner au crédit agricole les ressources qui lui manquent aujourd'hui et d'assurer une grande aisance de trésorerie. Combinée avec la masse des dépôts confiés aux Caisses locales et régionales, eux-mêmes caractérisés par une certaine fixité, cette émission permettrait au Crédit Agricole de s'acheminer vers l'autonomie et l'indépendance en rem-

(1) VASSAL (A.). Le Crédit agricole en France et son avenir. Toulon, 1928, pag. 127.

boursant par paiements échelonnés, les avances consenties par la Banque de France.

*
**

Le Crédit Agricole officiel doit se considérer comme une banque, et non comme un simple organe de distribution de sommes dont on lui fait l'aumône, et qui appartient à autrui. Il doit tendre, le plus rigoureusement possible, à devenir indépendant, à se délivrer de l'assistance de l'Institut d'émission, et ne pas tomber dans la léthargie d'un simple rouage administratif. L'emploi exagéré du crédit à long terme, à la période des débuts, a arrêté la circulation de l'argent, et immobilisé d'importantes ressources. Il en résulte un vif appel de capitaux de la part des Caisses locales et régionales, qui risquaient d'être arrêtées dans leurs opérations courantes, et d'être privées de la manne officielle. Il y a là un indice favorable pour l'avenir de ces organisations, trop tentées d'attendre tout d'en haut, au lieu d'agir par en bas. Il importe d'attirer les dépôts par une propagande incessante.

Les obstacles ne manquent pas, en effet, et c'est contre eux que les efforts doivent se concentrer sous peine d'échec. L'ignorance du rural est encore grande, de même que sa répugnance à se grouper pour l'action commune.

Nous savons que les caisses rurales qui se sont développées pourtant au milieu des populations les moins individualistes du pays. Elles sont obligées de lutter sans cesse pour vaincre les répugnances, éduquer leur clientèle, lui faire comprendre les bienfaits qu'elles leur apportent, une fois admises la solidarité et responsabilité communes. En pratique, cette

solidarité ne joue jamais, tant l'armature du système est solide, tous les principes qui guident l'usage du crédit sont sages et basés sur une expérience quotidienne.

Toute l'éducation des populations rurales est donc à faire, on y parviendra par divers moyens.

Le mécanisme et les résultats de la mutualité devront être exposés à l'école. On y expliquera ce miracle apparent de la sécurité et de l'activité par le fait du groupement entre gens honnêtes et solvables. On citera quelques exemples, ceux des Caisses rurales et des diverses mutuelles, aujourd'hui répandues sur tout le territoire. On habituera l'enfant à franchir les limites de sa petite individualité et à ne plus considérer les phénomènes extérieurs en fonction de lui-même, toujours à travers la même fenêtre. Il importe que, sans rien prendre de son caractère, sans se diluer, dans un altruisme naïf qui n'en ferait d'une dupe, il ait conscience de cette force de la solidarité, dont d'autres pays tirent depuis longtemps parti.

Les jeunes ruraux devront savoir que le Crédit Agricole existe, qu'ils ne seront plus isolés, comme jadis, dans une entreprise souvent ingrate et rebu- tante.

L'aide qu'ils en recevront sera fonction de leurs efforts personnels. Ils seront protégés désormais contre les abus de la spéculation et les manœuvres de l'usure, et trouveront près d'eux des conseillers et des bailleurs de fonds quand ils en auront besoin.

« On fait, à l'heure actuelle, un grand abus d'affiches et de tracts, à l'occasion de n'importe quelle fête ou événement. Il est permis de croire que les mêmes moyens de propagande seraient utiles pour

« lancer le mutualisme et la coopération, les faire
« connaître et piquer la curiosité des populations
« pour lesquelles il est fait. Le cinéma, dont le pu-
« blic est si friand, pourrait être employé efficace-
« ment; quelques films à thèse, quelques projections
« drolatiques de dessins animés, contribueraient à
« la diffusion de ces idées, dont l'agriculture a tout à
« gagner, en l'état actuel des conditions écono-
« miques. » ¹.

Enfin le professeur d'agriculture ne dépasserait pas
ses fonctions en enseignant, dans ses cours ou confé-
rences, l'existence des caisses locales ou régionales,
leur utilité, leur fonctionnement, et l'avantage, pour
un rural, de leur confier tout ou partie de ses fonds.
« Point n'est besoin d'être grand clerc pour expli-
« quer le fonctionnement d'un compte de dépôt, et
« le mécanisme d'un prêt depuis la demande jus-
« qu'à l'amortissement. » ².

(1) VASSAL (A.). Le Crédit agricole en France et son avenir.
Toulon 1928, pag. 121.

(2) *Idem.*, pag. 120.

CHAPITRE IV.

PROBLEMES POSES PAR UNE ENTENTE INTERCOOPERATIVE

Après avoir étudié de plus près l'organisation coopérative, dans un milieu où elle s'est particulièrement développé, il nous a été possible de mettre en évidence quelques-uns de ses caractères généraux.

Sans revenir sur cet exposé, rappelons seulement que lorsque la coopération se développe, le prolétariat rural tend à disparaître au profit de la propriété paysanne. Cependant il faut convenir que d'un autre côté les résultats de la coopération agricole peuvent paraître moins favorables, dans certaines régions viticoles par exemple, où le progrès de la coopération est marqué par l'accroissement de la production qui a déjà de la peine à trouver des débouchés. Mais, c'est là un résultat normal, « toute mesure qui assure efficacement la défense d'un produit risquant de le rendre plus abondant » ¹ et aussi ne doit-il pas décourager. « L'effort coopératif doit être à la fois sélectionné et coordonné. » ². En ce qui concerne la coopération, l'effort des agriculteurs peut beaucoup. Mais pour ce qui est de réalisations

(1) ROCHE-AUGUSOL, Cours d'économie et de législation rurales. Paris, 1933-34, p. 253.

(2) *id.*

importantes, les avances du Crédit Agricole apparaissent bien souvent comme indispensables.

Il est bien certain que les efforts coopératifs répondant à un besoin réel, seuls doivent être encouragés, surtout dans une période où les réalisations vraiment utiles ne peuvent toutes être mises sur pied. Il ne s'agit pas en effet de susciter une production insuffisamment outillée.

La question qui se pose est donc celle d'une connaissance plus directe de ses débouchés pour le monde agricole. Dans les périodes de crise en effet, on a bien souvent constaté les écarts énormes entre les prix de gros et les prix de détail, et on peut être surpris que des faits de ce genre n'aient pas suscité une entente entre les producteurs agricoles et les consommateurs. Cette entente peut être envisagée sous plusieurs formes. Il en est une qui semble s'être imposée plus particulièrement. L'expérience Danoise, par exemple, est par elle-même suffisamment démonstrative, en ajoutant cependant que la puissance d'organisation représentée par l'agriculture danoise est autrement plus forte que celle du monde rural en France. Le nombre des agriculteurs danois faisant partie d'associations agricoles pouvait être estimé, il y a quelques années à 98 %, tandis qu'à la même époque le nombre des agriculteurs français participant à des groupements était seulement de 40 %. « On a, bien des fois, rappelé à l'occasion de ces rapports, les antinomies de principe qui peuvent les séparer. Il est certain que, si l'on prolonge idéalement l'ambition du consommateur jusqu'à son terme ultime, elle fait apparaître, pour l'agriculture, une perspective essentiellement redoutée. Le règne

du consommateur tend à rapprocher du salariat la condition des producteurs » ¹.

Il y a une autre forme sous laquelle l'accès auprès du consommateur peut se réaliser. En France, par exemple, la moitié de la population appartenant au monde rural, d'autre part il existe un certain nombre de coopératives agricoles d'achat pour l'approvisionnement familial, personnel et non pas seulement professionnel des agriculteurs, et l'échange entre les agriculteurs, en combinant l'action des coopératives de production et des coopératives d'achat, pourrait donner d'excellents résultats.

« Le Monde agricole constitue à lui seul une synthèse coopérative dont les ressources n'ont pas encore été utilisées autant qu'elles pourraient l'être. » ².

On a assisté, depuis trente ans, à un large essor de la coopération — sous toutes ses formes. Des résultats plus féconds encore auraient pu être obtenus si les diverses formes de la coopération, au lieu de rester séparées par des cloisons étanches, avaient pratiqué entre elles une étroite entente. Aussi, la question devait logiquement se poser d'établir des relations entre les diverses organisations coopératives, et, en particulier, entre les coopératives agricoles de production et les coopératives de consommation.

Les coopératives agricoles ont pris une grande importance, depuis quelques années. Leur activité s'est étendue, peu à peu, à la plupart des transformations que doivent subir les produits du sol, lait et raisins

(1) ROCHE-AUGUSOL, Cours d'économie et de législation rurales. Paris 1933-34, p. 254.

(2) *Id.*

en particulier. Leurs services sont aujourd'hui largement appréciés par leurs sociétaires.

Les sociétés coopératives de consommation, de leur côté, ont connu un égal développement. Elles se préoccupent de constituer des unions de plus en plus vastes avec des services d'achats centralisés, si bien qu'à l'heure actuelle, à l'image de la Wholesale Society anglaise, le Magasin de Gros des Coopératives de Consommation est chargé d'assurer, en grande partie, le ravitaillement des sociétés adhérentes à la Fédération Nationale des Coopératives de Consommation.

Aussi, on pourrait s'étonner à bon droit que, dès maintenant, une très grande partie de la production des coopératives agricoles ne soit pas absorbée par les Magasins de Gros des Coopératives de Consommation. Et pourtant, les tentatives ont été faites, à diverses reprises, pour nouer des relations durables entre coopératives de production et de consommation. Dès 1850, des coopératives de consommation de la région lyonnaise se groupèrent pour acheter directement, leurs fromages à une fromagerie du Jura. A la suite du congrès coopératif de Lyon de 1886, où les syndicats agricoles étaient invitées, on constitua une organisation mixte des coopératives de consommation et de syndicats agricoles¹. En 1893, une commission mixte fut créée, comprenant dix délégués des coopératives de consommation et dix délégués des syndicats agricoles. Elle devait créer un bulletin mixte pour faciliter les transactions commerciales entre les deux organisations.

Ces essais ne connurent qu'un succès très éphé-

(1) GOU MONT (Jean). « Histoire Générale de la coopération en France », pag. 121, tome II. Paris 1923.

mère. Les coopératives de consommation, d'une part, et les syndicats agricoles, d'autre part (à ce moment, il existait peu de coopératives agricoles) restaient très désireux de nouer des relations d'affaires, mais les différences de doctrines, ainsi d'ailleurs que la question délicate de la fixation des cours et celle corrélative de la répartition des excédents empêchèrent la réussite de ces diverses tentatives.

Au point de vue des résultats pratiques, les transactions qui s'établirent, sous l'impulsion de la Bourse des Coopératives socialistes, entre le Magasin de Gros des Coopératives de France et plusieurs caves coopératives du Midi, notamment celle des « Vignerons libres de Maraussan », présentent plus d'intérêt. En effet, pendant plus de dix années, le Magasin de Gros a écoulé la presque totalité des vins produits par cette coopérative, et un contrat intervint qui fut loyalement appliqué¹. Il ne fut cependant pas renouvelé. Là encore, les relations très cordiales, surtout au début, se traduisirent donc par un échec. Les contrats établis n'avaient malheureusement pas supprimé l'opposition des intérêts entre vendeurs et acheteurs. On a aussi invoqué l'insuffisante organisation des caves coopératives, qui n'avaient pas su constituer un comptoir coopératif pour la vente en commun. Un pareil comptoir a été organisé en 1926 par la Fédération Méridionale des Caves coopératives, et peut-être son fonctionnement, encore tout récent, permettra-t-il une reprise utile des relations avec le Magasin de Gros².

A la suite de la guerre, la crise de vie chère et le

(1) GOUMONT (Jean). « Histoire générale de la coopération en France », Paris 1924, pag. 504, tome II.

(2) GOUMONT (Jean). « Histoire du magasin de gros des Coopératives de France » (1906-1931). Paris 1932, page 61.

malaise profond qu'elle a engendré, ont amené à rechercher des remèdes pour atténuer les causes multiples de la hausse des prix. On a maintes fois constaté que les denrées agricoles subissaient des majorations excessives depuis le moment où elles sont récoltées jusqu'à l'instant où elles sont livrées à la consommation. Le moment paraissait ainsi tout à fait propice pour essayer d'établir l'entente désirée entre les coopératives agricoles de production et les coopératives de consommation. La marge importante entre les prix payés aux producteurs et ceux imposés aux consommateurs constituait, en effet, un sérieux élément du succès¹.

C'est dans cet esprit que, dès 1920, au cours du VIII^e Congrès National de la Mutualité et de la Coopération agricoles, tenu à Paris, le vœu fut émis qu'il fallait encourager par tous les moyens la création de sociétés coopératives de production, et rechercher des débouchés en leur faveur par une entente avec les coopératives de consommation.

La même année, le Congrès des Coopératives de Consommation se tenait à Strasbourg, et le Docteur Fauquet y exposait très judicieusement que producteurs et consommateurs « ont égal intérêt à éliminer les inutiles intermédiaires qui tendent à accroître leurs profits par l'abaissement de leurs prix d'achat et l'élévation de leurs prix de vente, et qui réussissent d'autant mieux qu'en l'absence de rapports organisés entre les organisations coopératives, tout écart d'une région à une autre ou d'un jour à l'autre, est, pour l'intermédiaire, l'occasion d'une spéculation ou d'un profit ». Et le Congrès approu-

(1) FONGUET (G.). Les Relations économiques entre coopératives de consommation et coopératives agricoles. (L'Etat Moderne, Février 1932).

vant les déclarations du Docteur Fauquet, demandait que des pourparlers soient engagés avec les représentants qualifiés des coopératives agricoles.

Etant donné l'état d'esprit qui se manifestait ainsi, un Comité d'études fût constitué, qui comprenait des membres de la Fédération des Coopératives de consommation et du Magasin de Gros. Ce comité, créé à la fin de l'année 1920, tint plusieurs séances. Ainsi que le rappelait M. CHANAL, dans son rapport au Congrès de Bourg. « Il examina la question dont il était saisi, avec la résolution d'écarter tout parti pris et de trouver une solution s'inspirant du plus large esprit de conciliation. Les fruitières de l'Ain offraient justement, à cette époque, un champ d'expériences très intéressant pour tenter de créer pratiquement des relations directes entre organisations de producteurs et organisations de consommateurs. La spéculation sur les gruyères causait, en effet, de graves déceptions à ces organisations, du fait que les unes n'arrivaient à écouler leurs produits qu'à bas prix, et que ce fléchissement des cours ne profitait en rien aux autres. M. Garbado, directeur du Magasin de Gros, rédigea un projet d'organisation, dans lequel il proposa la création d'un organisme intermédiaire, véritable comptoir d'achat et de vente des fromages, ayant pour particularité d'être fondé et géré concurremment par des représentants des coopératives de producteurs et des coopératives de consommateurs, son Conseil d'administration étant composé en parties égales par les deux éléments.

« Cette institution devait avoir pour mission d'acheter aux associés leur production fromagère, de soigner des fromages et de les expédier aux sociétés coopératives de consommation auxquelles ils

seraient vendus par l'intermédiaire du Magasin de Gros. Elle jouerait en quelque sorte, le rôle d'un commerçant de gros.

« Annuellement, le comptoir produirait son compte d'exploitation. Les bonis, s'il en existait, seraient répartis, après certains prélèvements statutaires, par parties égales, entre le groupe vendeur et le groupe acheteur, chacun les restituant à ses membres au prorata de ses ventes et de ses achats. Le directeur de la société aurait chargé d'acheter aux meilleurs cours pratiqués dans la région le jour de l'opération et il vendrait de même; s'efforçant de mettre en pratique les méthodes commerciales. Les producteurs, ajoutait M. GABARDO, « n'auraient pas à craindre de vendre moins cher que le commerce », ni à espérer vendre plus cher. Les acheteurs, de même, ne pourraient trouver des conditions inférieures à celles du commerce, ni craindre des prix plus élevés. »

« Le comptoir agirait donc commercialement, comme le ferait un négociant en gros. Il serait l'organisme coopératif se substituant aux intermédiaires commerciaux. Ses bénéfices représenteraient assez exactement ceux que gardent actuellement les maisons de gros et leurs courtiers. Administrativement, cet organisme serait indépendant des associations, de producteurs et de consommateurs. Il se rattacherait aux coopératives intéressées, par un contrat obligeant les groupements de producteurs à leur céder tout ou partie de leurs fromages, et les coopératives de consommation à s'approvisionner à ses magasins.

« Très simple en théorie, ce projet, examiné avec soin par le Comité, présentait de grandes difficultés de réalisation.

« Comment l'organisme intermédiaire se procurerait-il les capitaux nécessaires à la construction d'un entrepôt et d'une cave d'affinage ? Le régime applicable à une semblable institution ne pouvait être, en tout cas, celui de la loi du 5 août 1920. De sorte que l'on ne pouvait songer à obtenir pour lui les avances du Crédit Agricole. Dans quelles proportions les producteurs et les consommateurs interviendraient-ils dans ces dépenses de premier établissement ? Les fruitières consentiraient-elles à passer un contrat réservant tout ou partie de leur production au Magasin de Gros, par l'intermédiaire de ce comptoir ? Les questions apparaissaient comme très complexes aux personnes chargées de les mettre au point. Au surplus, les circonstances économiques suffirent à elles seules à retarder la possibilité de cette réalisation. Les cours du gruyère ayant repris une marche ascendante, les fruitières furent sollicitées par le commerce de gros de vendre à des prix rémunérateurs, la marchandise encore fraîche. Elles ne ressentirent plus, dès lors, le même besoin de faire appel aux ressources de l'association.

« Les rapports présentés au Comité d'Etudes avait cependant mis en lumière la nécessité absolue d'élargir le cadre des coopératives de production pour l'étendre jusqu'à la consommation. En outre, il apparut que s'imposait au préalable la constitution entre coopératives agricoles d'unions ou de fédérations analogues à l'Union Centrale des Coopératives des Charente et de Poitou, qui ordonne les efforts de ses nombreuses filiales et accroît leur puissance économique. »

En tous cas, la nécessité d'une entente permanente entre organisations coopératives de toutes formes

s'affirma; et il en résulta la création d'un Comité permanent intercoopératif, qui fonctionne toujours, et qui a déjà donné d'utiles résultats¹.

La Fédération Nationale de la Mutualité et de la Coopération agricoles tint à profiter de ces renseignements, et, dès son assemblée générale de 1922, elle demandait que les Unions Coopératives agricoles fussent assimilées aux coopératives elles-mêmes, quant aux avantages que peuvent leur consentir les Caisses de Crédit Agricole.

En 1923, au Congrès de Bourg, la question des rapports entre coopératives de production agricole et coopératives de consommation, fit l'objet d'une communication remarquable de M. CHANAL, sénateur de l'Ain, M. CHANAL conclut en demandant que, non seulement les unions de coopératives agricoles, mais aussi celles groupant dans leur sein à la fois des coopératives agricoles et des coopératives de consommation ou unions de coopératives de consommation, puissent bénéficier des mêmes avantages que les sociétés agricoles auprès des Caisses de Crédit Agricole.

Le vœu proposé par M. CHANAL donna lieu à une discussion extrêmement intéressante, et fut finalement adopté à l'unanimité.

A peu près au même moment, le Conseil Supérieur de la Coopération avait émis le vœu que les relations s'établissent entre coopératives agricoles de production et coopératives de consommation, par l'intermédiaire d'une organisation mixte, où seraient représentés producteurs et consommateurs.

De son côté, et dès sa première session, la Com-

(1) GOU MONT (Jean). « Histoire du Magasin de gros des Coopératives de France (1906-1931), Paris 1932.

mission mixte agricole du Bureau International du Travail et de l'Institut International d'Agriculture adopta la résolution suivante qui fut approuvée par le Bureau International du Travail.

« La commission invite l'Institut International d'Agriculture, en collaboration avec le Bureau International du Travail, à rechercher les moyens par lesquels les organisations coopératives agricoles et en particulier les institutions de crédit agricole peuvent organiser en ce qui concerne les produits agricoles, le contact direct entre les producteurs et les consommateurs et spécialement les coopératives de consommation. »

Ainsi, après étude approfondie des conditions de ce difficile rapprochement entre institutions, en apparence similaires, mais groupant des éléments non situés dans le même cycle économique, on s'accordait à penser que des relations fortes et durables ne pouvaient être vraiment établies que par l'entremise d'institutions permettant de réunir à la fois sociétés coopératives de production et de consommation et de réaliser la fusion de leurs intérêts. Et on estimait de plus que pour faciliter, tout au moins à leur début, le fonctionnement de ces unions, il était nécessaire de mettre à leur disposition les facilités de crédit qui s'étaient révélées d'un si heureux effet sur le développement du mouvement coopératif agricole.

C'est dans ces conditions que, le 29 janvier 1924, M. le sénateur CHANAL déposa sur le bureau du Sénat une proposition de loi, portant le numéro 48, « tendant à faciliter la création d'unions de coopératives agricoles et de coopératives de consommation, en vue de l'abaissement du coût de la vie ».

Cette proposition envisage l'entente économique entre les coopératives agricoles de production et les coopératives de consommation, sous la forme d'organismes mixtes, destinés à jouer le rôle d'intermédiaires entre les groupements affiliés, les organismes mixtes constituant ainsi de véritables comptoirs d'achat et de vente. L'article II de la proposition de loi CHANAL prévoit d'ailleurs que la Caisse Nationale de Crédit Agricole pourra attribuer des avances à long terme aux Unions de coopératives agricoles ainsi constituées, qui peuvent, en exécution de l'article I^{er}, admettre comme membres les sociétés coopératives de consommation, fondées sous le régime de la loi du 7 mai 1917.

A la fin de l'année 1924, la proposition de loi déposée par M. CHANAL a, sur le rapport de M. CHAUVÉAU, sénateur, fait l'objet d'un avis favorable de la Commission de l'Agriculture du Sénat. Après trois années, la proposition de loi déposée par M. CHANAL, malgré l'avis favorable de la Commission d'Agriculture du Sénat, n'a pas encore été sanctionnée par le Parlement, malgré tous les efforts conjugués de la Fédération Nationale de la Mutualité et de la Coopération agricole et de la Fédération Nationale des Coopératives de consommation.

Cette proposition rencontre, en effet, de l'hostilité, de la part de certains groupements commerciaux en particulier. On a craint, en outre, que la dotation du Crédit Agricole dont les ressources sont déjà à peine suffisantes pour permettre à la Caisse Nationale de Crédit Agricole d'encourager comme il convient l'accession à la petite propriété, le développement de l'outillage agricole et la création des coopératives agricoles, soit insuffisante pour le nouvel objet qu'on

veut lui assigner. Mais il semble qu'il y ait là une crainte tout à fait exagérée, puisque le paragraphe 2 de l'article 2 de la proposition CHANAL spécifie qu'une dotation spéciale devra être prévue pour l'application de la nouvelle législation. Cette législation ne pourra donc nuire, en aucune façon, au développement des autres organisations agricoles.

En tous cas, les coopératives agricoles persistent à réclamer l'examen rapide de la proposition CHANAL.

Un vœu très net fut adopté dans ce sens au Congrès de la Mutualité et de la Coopération agricoles de Quimper, en 1925, à la suite d'un remarquable rapport de Monsieur le Sénateur FAURE, sur la vente du bétail; et il fut renouvelé au Congrès de la Mutualité et de la Corporation agricole de Perpignan de 1926, à la suite d'une étude très complète de la coopération vinicole.

En attendant l'adoption par le Parlement de la proposition de loi déposée par M. CHANAL, qui permettra — nous l'espérons — une large extension des relations entre les coopératives agricoles de production et les coopératives de consommation, plusieurs tentatives ont déjà été faites en diverses régions pour essayer de créer des liens entre ces organisations.

Ainsi, nous citerons l'Union des Coopérateurs de la région parisienne, qui s'approvisionne en lait auprès de coopératives laitières, et en particulier auprès de la Laiterie coopérative de Gault Saint-Denis. L'Union des Coopérateurs de Lorraine achète la totalité de la production de la Laiterie coopérative de Saint-Aubin-sur-Aire. Un contrat renouvelable chaque année, et révisable tous les six mois, a été passé entre les deux sociétés. La laiterie s'engage à livrer

tous ses produits à l'Union des Coopérateurs de Lorraine, et celle-ci s'engage à vendre tous les produits de la coopérative. Les prix de vente sont ceux pratiqués par les détaillants dans les localités de vente, constatés par les délégués des deux sociétés contractantes.

Les meuneries-boulangeries coopératives fournissent aussi un intéressant exemple.

On sait le développement pris dans le pays de Saintonge, par les boulangeries coopératives appelées « panifications », dont un certain nombre ont maintenant plus d'un demi-siècle d'existence. Dans le sud du département des Deux-Sèvres, notamment chaque village a sa « panification ». En 1921, une douzaine de boulangeries coopératives de la région de Saujon ont créé une minoterie coopérative, dont les membres agriculteurs étaient déjà affiliés aux sociétés de panification. La minoterie a aménagé un moulin, et approvisionne en farine les 13 panifications groupées autour d'elle.

Une avance du Crédit Agricole a été consentie à la minoterie coopérative, dont le capital social, aurait été insuffisant pour permettre l'aménagement du moulin et des dépendances. On a donc réalisé, à Saujon, une entente économique complète entre une coopérative de production et des coopératives de consommation, toutes agricoles, il est vrai. Et cette entente procure un double avantage aux agriculteurs adhérents, à la fois pour la vente de leur récolte et pour l'achat de leur pain.

L'exemple de Saujon tend à être suivi par plusieurs autres sociétés coopératives de boulangerie de l'Ouest de la France. Dans le département de l'Aude

également, on peut s'attendre à des résultats satisfaisants par des ententes du même ordre.

Les coopératives de consommation avaient été moins heureuses jusqu'à ce jour. Un certain nombre de sociétés avait été créées, aussitôt après la guerre; elles connurent un certain développement, qui eut son apogée au cours des années 1921 et 1922; mais on a assisté ensuite à la disparition progressive de la plupart d'entre elles.

A la suite d'une enquête de la Fédération Nationale des coopératives de consommation, une coopérative à vaste circonscription vient d'être constituée, englobant tout le territoire de l'Algérie. Et des contrats sont sur le point d'être passés entre plusieurs coopératives agricoles de production et le magasin de Gros. L'entente a d'autant plus de chance d'aboutir que « l'Union des Coopérateurs d'Algérie » sera surtout une société d'agriculteurs dont l'essor sera intimement lié à celui des autres coopératives agricoles algériennes.

En résumé, les intéressés sont tout à fait d'accord pour affirmer la nécessité de relations directes entre producteur et consommateur organisé. Les comptes rendus des coopératives de consommation « (Strasbourg, Le Tréport, Lille) en font foi, ainsi que ceux des Congrès de la Mutualité et de la Coopération agricole (Bourg 1923, Quimper 1925, Perpignan 1926); et il ne faut pas oublier que le Congrès national de l'agriculture française (Rouen 1925), après avoir entendu un exposé de M. POISSON, secrétaire général de la Fédération Nationale des Coopératives de consommation, s'est, lui aussi, déclaré « favorable » à l'entente entre les organisations de production agricole et les organisations coopératives de consommation ».

Ainsi que le déclarait, en excellents termes, M. Albert THOMAS, au Congrès Coopératif International tenu à Gand 1924, cette entente doit se faire sur le pied d'égalité.

Les essais déjà tentés sont, certes ! intéressants, et doivent être encouragés. Mais il est certain qu'ils ne donneront des résultats appréciables que lorsque la législation elle-même favorisera leur application sur une large échelle. La proposition de loi CHANAL nous paraît devoir remplir, à ce sujet, les conditions requises.

Aussi, nous espérons que, grâce aux efforts conjugués des organisations intéressées, elle sera prochainement examinée par le Parlement et qu'elle permettra enfin la création fructueuse d'organisations mixtes fondées à la fois par les groupements de producteurs agricoles et les associations de consommateurs.

CONCLUSION

La coopération sous toutes ses formes, se développe rapidement dans l'agriculture française. De plus en plus, les producteurs agricoles reconnaissent la nécessité de se grouper comme les producteurs de l'industrie, pour défendre leurs intérêts, améliorer les conditions techniques et économiques de la production, abaisser leur prix de revient, organiser la vente de leurs produits, se garantir contre tous les risques auxquels ils sont exposés, et se procurer les capitaux dont ils ont besoin.

L'organisation de la vente des produits agricoles sur les grands marchés de l'intérieur ou de l'étranger, nécessitant des connaissances, une documentation, des capitaux que ne possèdent pas les petits groupements de producteurs agricoles, les coopératives agricoles de transformation et de vente se groupent de plus en plus et créent des unions, des offices et des comptoirs spéciaux pour mieux vendre les produits des groupements adhérents.

L'éducation économique et commerciale des agriculteurs se fait, depuis quelques années, en France, et elle leur permettra, sinon de supprimer tous les intermédiaires, du moins d'éliminer ceux qui sont inutiles, d'intervenir peut-être, dans une plus large mesure, dans la fixation des prix de vente, de se créer des débouchés à l'étranger, et, dans certains cas, d'atteindre directement le consommateur, en

nouant des relations avec les coopératives de consommation.

Nous avons essayé de dresser le bilan des échanges matériels et moraux qui s'effectuent entre le Crédit Agricole et les coopératives, c'est-à-dire entre la coopération-argent et la coopération-matières.

Au crédit de la première, nous avons inscrit son rôle générateur en ce qui concerne l'existence même de la coopération-matières, et la possibilité de son fonctionnement journalier.

Au crédit de la seconde s'inscrivent la constitution du domaine le plus vaste, le plus sûr et le plus fécond pour l'emploi des disponibilités de la coopération-argent et aussi l'aide apporté à celle-ci pour la répartition détaillée du Crédit.

Dans le domaine moral, les deux institutions se rendent des services mutuels équivalents pour propager l'idée coopérative et réserver à la terre tout le fruit du labeur paysan.

Nous pouvons donc admirer dans son harmonieux ensemble l'œuvre encore inachevée, mais déjà fertile en miracles, édifiée lentement sous nos yeux par l'esprit mutualiste rural.

Le travail individuel serait peu fécond si la coopération ne groupait les efforts isolés pour les lier en un solide faisceau.

De même, l'œuvre isolée d'une coopération resterait incomplète et précaire si les diverses formes de coopération ne se prêtaient un mutuel appui.

L'esprit coopératif ne produira tous ses fruits que s'il anime non seulement les individus, mais les associations elles-mêmes.

Cette coopération au second degré se montre étonnamment féconde, lorsqu'il s'agit de coopérations-

et de coopération-argent, organismes complémentaires l'un de l'autre et indispensables l'un à l'autre.

Pour produire ses heureux effets, elle doit être pratiquée à la lumière des grands principes coopératifs, dont on ne saurait s'écarter, comme je vous l'ai montré, sans compromettre l'œuvre admirable qui sauvera la terre de la ruine.

Nous avons essayé de chiffrer quelques résultats obtenus jusqu'ici par l'harmonieuse collaboration des deux grandes formes de groupements. Pour élevés qu'ils sont, les chiffres cités nous semblent encore bien modestes, si nous les comparons aux désirs, et surtout aux besoins de la terre de France.

Le grand rôle est maintenant aux agriculteurs animés de l'esprit mutualiste.

C'est à eux de les faire croître, en travaillant chacun dans leur sphère, à développer les échanges harmonieux dont nous avons tâché de vous tracer l'esquisse.

Leur belle tâche ne sera d'ailleurs jamais achevée. Le majestueux ensemble coopératif auquel ils travaillent tous ne représente lui-même qu'une petite partie de la vaste organisation professionnelle généralisée, dont s'ébauchent à peine aujourd'hui les premières assises.

Nous en saluons par avance l'avènement, parce qu'il nous fait entrevoir un espoir prochain, qui est le salut et le relèvement de l'agriculture, et peut-être aussi un beau rêve plus lointain; celui d'une heureuse rénovation de la vie sociale dans tous les pays agricoles.

BIBLIOGRAPHIE

- LARIBÉ (Auge). — Syndicats et coopératives agricoles. Paris 1926.
- ALBERTINI (P. M.). — Le Développement des banques populaires en France, Paris 1926.
- BRASSE-BROSSARD (L.). — Le danger du crédit agricole (Journal d'Agriculture pratique, N° 40, 10 octobre 1932).
- BORIE (Victor). — Etude sur le Crédit agricole et le Crédit foncier en France et à l'Etranger, Paris 1928.
- BAYOZOGHI (A. J.). — Agriculture Crédit. (Compte rendu de l'Académie d'Agriculture, N° 27, 26 oct. 1932).
- BOISSEAU (J.). — Le Crédit agricole et sa ridicule insuffisance. (Voix paysanne, 10 janvier 1931).
- BLAISE (Ad.). — Crédit agricole, Paris 1927.
- BARRAL (S. A.). — Enquête sur le Crédit agricole. (Revue des Agriculteurs de France. Août 1925).
- BARES (René). — Le crédit aux coopératives de consommation et la Banque des coopératives de France. Thèse Paris, 1929.
- BARBUT (M.). — Le mouvement coopératif en agriculture. (Journalier d'Agriculture Pratique, N° 1, 6 juin 1934).
- BROCARD (Lucien). — La coopération et le mouvement coopératif, Paris 1927.
- BHENE (R.). — Les sociétés coopératives agricoles en France, Montpellier, 1912.
- COUSTIN (A.). — Les coopératives agricoles en France. Revue universelle d'agriculture. Juin 1933.
- DECHARNUE (P.). — Le crédit agricole. (Le Temps, 23 janvier 1934).
- DOP (Louis). — Le crédit agricole, Paris, 1905.
- DURAND (Louis). — Le crédit agricole en France et à l'étranger, Paris, 1881.
- DURAND (P.). — Des sociétés coopératives de Crédit agricole. (Thèse Paris, 1900).
- ESCALLIER (E.). — Le Crédit agricole en France. (Revue politique et parlementaire, N° 471, 10 fév. 1934).

- FAGNEUX (Louis). — La caisse de crédit Raiffeisen; le raiffeisenisme en France et à l'Etranger, Paris 1922.
- FONGUET (G.). — Les relations économiques entre coopératives de consommation et coopératives agricoles. (L'Etat Moderne. Fév. 1932).
- FERRARI (E.). — Le vrai sens de la coopération agricole (Information, 23 juin 1932).
- GIDE (Charles). — La Coopérative, Paris 1929.
- Les Associations coopératives agricoles, Paris, 1925.
- La coopération dans les pays latins, Paris 1927.
- Les divers types d'association coopératives de production, Paris, Janv. 1923.
- Les Sociétés coopératives de consommation, Paris, 1923.
- GAUMONT (J.). — Histoire générale de la coopération en France, Paris, 1923. Deux volumes.
- Histoire du Magasin de Gros des coopératives de France, Paris 1932.
- GAVOTY (R.). — Rapport sur le crédit agricole (Compte rendu de l'Académie d'Agriculture, N° 9, service du 1^{er} mars 1933).
- Rapport sur le crédit agricole mutuel (Compte rendu de l'Académie d'agriculture, N° 6, 14 janvier 1934).
- GILLIN (P.). — Le crédit mutuel agricole. (Compte rendu du Congrès d'Agronomie du cinquantenaire, Tunis, 1932).
- LOCKHART (J.). — Emploi par les Coopératives de stockage des warrants agricoles. Paris 1933.
- LECOLLE (P.). — Les associations agricoles, Paris 1912.
- LEPARGNEUX (J. J. D.). — Du Crédit dans ses rapports avec l'Agriculture. (Petite brochure, 1898).
- LOYA (J. F.). — Le crédit agricole international. (Temps économique, 5 mai 1931).
- LAVERGNE (B.). — Philosophie et avenir de l'ordre coopératif. (Revue des études coopératives Jan. Mars 1928), Paris 1928.
- Les coopératives de consommation en France. Paris 1923.
- Le régime coopératif. Paris 1908.
- KIRCULESCU (N.). — Les nécessités de la coopération. (Rapport du 18 et 19 oct. 1928 au Conseil Supérieur de la coopération).
- MARCILLAC (A. DE). — Les principes de l'organisation professionnelle agricole. Paris 1932.

- MENIKOFF (Jh.). — Coopération de crédit. Paris 1911.
- MLADENATZ (Gr.). — Histoire des Doctrines coopératives, Paris 1933.
- OLPHE-GAILLARD. — Les caisses de prêts sur l'honneur. Paris 1913.
- POISSON (Ernest). — La coopération nouvelle. Paris 1924.
— La politique du mouvement coopératif français. Paris 1929.
— La république coopérative, Paris 1921.
- RAYNERI (Ch.). — Le crédit agricole par l'Association coopérative. Paris 1896.
- ROSSI (P.). — Cours d'économie politique. Paris 1884.
- SCHULZ-DELITCH (H.). — Les banques d'avances et de Crédit. (Annuaire International du crédit public, 1861). Paris 1862.
- SERVY (Victor). — Ce qu'il faut entendre par société coopérative. Bruxelles 1927.
- TARDY (Louis). — Les opérations des caisses de crédit agricole mutuel. (Compte rendu de l'Académie d'Agriculture, N° 14, 20 avril 1938).
— Le crédit et la coopération agricole en France. Paris 1911.
- VAUX (A.). — Les caisses Durand. Paris 1928.
- VIMEAUX (P.). — Le crédit agricole mutuel. (Le Temps économiques, 13 mars 1934).
- VASSAL (A.). — Le crédit agricole en France et son avenir. Toulon, 1928.

Vu : Le Doyen,
EDGARD ALLIX.

Vu : Le Président,
B. NOGARO.

Vu et Permis d'Imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
CHARLÉTY.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	7
CHAPITRE I. — <i>Ce que la coopération doit au Crédit Agricole</i>	11
1) Fondation des coopératives	11
2) Fonctionnement des coopératives	36
CHAPITRE II. — <i>Ce que le Crédit Agricole doit aux Coopératives</i>	52
CHAPITRE III. — <i>Critique et Avenir</i>	74
CHAPITRE IV. — <i>Problèmes posés par une entente intercoopérative</i>	102
CONCLUSION	118
BIBLIOGRAPHIE	121

